

Offre d'accès à la partie terminale des lignes FTTH déployées par REUNICABLE à l'Ile de La Réunion

Offre destinée aux opérateurs de réseaux FTTH ouverts au public

V.4 – 01/04/2025

*

ENTRE :

REUNICABLE, SAS au Capital de 10.000.000 €, dont le siège social est sis 39 rue Pierre Brossolette 97420 LE PORT, immatriculée au RCS de Saint-Denis-de-La-Réunion sous le numéro 531 379 303, représentée par Emmanuel ANDRE, en qualité de Directeur Général, dûment habilité aux présentes,

Ci-après dénommée « REUNICABLE », ou « l'Opérateur d'immeuble » ou « l'OI »

ET :

XXXXX, au Capital de€, dont le siège social est sis xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, immatriculée au RCS de sous le numéro, représentée par M....., en qualité de, dûment habilité aux présentes,

Ci-après dénommée « Le Client » ou « l'Opérateur »,

Ci-après collectivement dénommées « les Parties » ou individuellement « Partie »,

*

TABLE DES MATIERES

4.1.	Appel au co-investissement	8
4.2.	Consultation préalable sur le découpage envisagé pour les PM	9
4.3.	Echanges de fichiers	10
4.4.	Commercialisation des offres à l'abonné final	10
5.1.	Principes généraux	10
5.2.	Zone de co-investissement.....	11
5.3.	Co-investissement <i>ab initio</i>	11
5.4.	Co-investissement <i>a posteriori</i>	11
5.5.	Niveau d'engagement de co-investissement	12
6.1.	Principe général.....	13
6.2.	Portée du droit d'usage concédé	14
6.3.	Durée du droit d'usage concédé	15
6.4.	Renouvellement du droit d'usage	15
6.5.	Modalités d'octroi du droit d'usage	16
6.6.	Travaux Exceptionnels.....	17
6.7.	Principes tarifaires.....	18
6.7.1.	Tarification au Point de Mutualisation.....	19
6.7.2.	Tarification relative aux Logements Couverts.....	19
6.7.3.	Tarification relative aux Logements Raccordables.....	19
6.7.4.	Tarification relative aux Lignes Actives	19
6.7.5.	Droits de suite	20
7.1.	Description de la prestation	20
7.2.	Modalités opérationnelles	20
7.3.	Caractéristiques de la mise à disposition	21
7.4.	Principes tarifaires.....	21
7.5.	Modalités de la mise à disposition	22
8.1.	Description de la prestation	22
8.2.	Hébergement d'équipements passifs.....	22
8.3.	Installation des équipements et Accès aux sites.....	23
8.4.	Principes tarifaires.....	24
8.5.	Modalités de la mise à disposition	24
8.6.	livraison de Câblage de sites	24
9.1.	périmètre et contenu de l'offre	24
9.2.	Droits octroyés	25

9.2.1.	principe général.....	25
9.2.2.	Portée du droit d'usage concédé	25
9.2.3.	Durée du droit d'usage concédé	26
9.2.4.	Travaux Exceptionnels.....	26
9.3.	Principes tarifaires.....	27
9.4.	Modalités de la mise à disposition	27
11.1.	Fourniture d'informations par REUNICABLE en vue du Raccordement d'un Client Final	29
11.2.	Mise à disposition d'une Ligne à l'Opérateur.....	30
11.2.1.	Cas où le raccordement final n'existe pas.....	30
11.2.2.	Cas où le raccordement final existe	32
11.3.	Mandat préalable	32
11.4.	Modalités de la mise à disposition	33
12.1.	Reprise de Malfaçons – Cas général (responsabilité identifiée)	33
12.2.	Reprise de Malfaçon – Cas critique (responsabilité identifiée).....	35
12.3.	Reprise de Malfaçons – Cas particulier sans responsable identifié	35
12.3.1.	Reprise unitaire d'une malfaçon	35
12.3.2.	Cas de Malfaçons au PM justifiant une remise en conformité par l'OI.....	35
12.4.	Modalités tarifaires et facturation	36
13.1.	Dépôt de la Signalisation par l'Opérateur	37
13.2.	Réception de la Signalisation.....	38
13.3.	Délais de rétablissement des Lignes.....	38
13.4.	Clôture de la Signalisation	38
13.5.	maintenance du Câblage Client Final par l'Opérateur	38
13.6.	travaux programmés	39
13.7.	PRESTATION OPTIONNELLE DE RETABLISSEMENT D'UNE LIGNE FTTH AVEC DELAI GARANTI	39
14.1.	Suspension pour faute.....	40
14.2.	Suspension à la demande d'une autorité publique.....	41
14.3.	Conséquences de la suspension.....	41
16.1.	Facturation par REUNICABLE à l'Opérateur	41
16.2.	Conditions de versement des droits de suite.....	42
16.3.	Dispositions communes aux facturations des Parties.....	42
18.1.	Pénalités dues par REUNICABLE.....	43
18.2.	Pénalités dues par l'Opérateur.....	43

19.1.	types et rang de garanties financières – modalités de calcul et procédure	44
19.1.1.	types et rang de garanties financières	44
19.1.2.	modalités de calcul et procédure.....	45
19.2.	aménagements du type de garantie financière applicables	45
19.2.1.	dépôt de garantie provisoire	45
19.2.2.	substitution de garantie financière	46
19.2.2.1.	substitution de garantie financière sans accord préalable de REUNICABLE	46
19.2.2.2.	substitution de garantie financière avec accord préalable d'REUNICABLE.....	46
19.3.	évolution de la situation globale de l'Opérateur	46
19.4.	conséquences de la non fourniture de la garantie financière demandée	46
19.5.	mise en œuvre de la garantie financière.....	47
20.1.	évolution tarifaire.....	47
20.1.	évolution tarifaire exceptionnelle	47
22.1.	Responsabilité de REUNICABLE	48
22.2.	Responsabilité de l'Opérateur.....	48
22.3.	Responsabilité des Parties.....	49
25.1.	Résiliation pour manquement.....	50
25.2.	Renonciation à l'initiative de l'Opérateur / conséquences de la mise en œuvre de la résiliation.....	50
25.3.	Suspension ou résiliation du contrat liée au droit d'établir un réseau de communications électroniques.....	51
25.3.1.	Suspension de l'Opérateur de son droit d'établir un réseau de communications électroniques.....	51
25.3.2.	Retrait de l'Opérateur de son droit d'établir un réseau de communications électroniques.....	51
25.4.	résiliation de l'engagement de co- investissement des Infrastructures FTTH à construire dans les conditions ab initio au-delà de la 5° année	51

1. PREAMBULE

Les Parties déclarent chacune être un opérateur de communications électroniques.

Au terme de ses décisions n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 modifiée par la décision n°2013-1475 en date du 10 décembre 2013, et décision n° 2010-1312 du 14 décembre 2010, (ci-après les « Décisions »), l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « ARCEP ») a prévu qu'un Opérateur d'Immeuble doit offrir aux autres Opérateurs FTTH un accès aux lignes qu'il a déployées en un point de mutualisation, sous forme passive, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

L'offre d'accès décrite au présent Contrat (ci-après le « Contrat ») expose l'ensemble des modalités applicables à l'accès aux Lignes FTTH déployées par REUNICABLE à l'Ile de La Réunion, elle-même entièrement située en dehors de la zone très dense telle que définie au sein des Décisions. Elle pourra être révisée en tant que de besoin conformément aux stipulations de l'article 19 du présent Contrat.

La présente offre de REUNICABLE :

- Permet, au niveau du Point de Mutualisation, un accès aux Lignes permettant de participer au cofinancement de celles-ci, tant ab initio qu'a posteriori ;
- Met à disposition des Opérateurs FTTH un accès passif à la Ligne, en location ;
- Propose une offre d'hébergement d'équipements passifs au Point de Mutualisation ;
- Met à disposition, sous conditions ci-après exposées et le cas échéant, un Raccordement Distant destiné à relier certains PM et un point plus en amont dans le réseau.

En conséquence de quoi, les Parties se sont rapprochées et ont donc convenu de ce qui suit :

2. DEFINITIONS

Les termes utilisés dans l'ensemble des documents contractuels listés à l'article 3 ci-après auront le sens qui leur est donné ci-dessous :

- **Acte d'Engagement de Co-investissement ou Acte d'Engagement** : désigne le Formulaire d'Engagement de Co-investissement dûment complété et signé par le représentant autorisé de l'Opérateur.
- **Câblage Client Final** (ou CCF): désigne la partie de la Ligne située entre le Point de Branchement (PB) exclu et le Point de Termination Optique (PTO) inclus.
- **Client Final** : désigne toute personne physique ou morale ayant souscrit une offre de services de communications électroniques auprès d'un Opérateur Commercial utilisant ou voulant utiliser une Ligne déployée par REUNICABLE.
- **Co-investissement** : processus contractuel décrit aux présentes par lequel l'Opérateur se porte acquéreur de droits d'usage sur des Lignes, en l'échange d'un engagement de financer une tranche des réseaux que REUNICABLE construira en dehors des Zones Très Denses.
- **Convention avec le Gestionnaire d'Immeuble ou « Convention Immeuble »** : contrat établi entre REUNICABLE et un propriétaire / Gestionnaire d'Immeuble en vue d'installer et/ou de gérer, entretenir, remplacer des Lignes dans l'immeuble.
- **Date de Lancement de Zone** : date à laquelle se clôt la procédure de consultation pour ladite Zone.

- **Date de Lancement de Lot** : date à laquelle s'apprécie la qualité du Co-investisseur : ab initio ou a posteriori, pour le Lot considéré et pour les lots suivants, déployés sur la Zone de Co-investissement.
- **Dossier de Consultation** : document contractuel par lequel REUNICABLE informe l'Opérateur d'un projet de déploiement sur une Zone de Co-investissement et lui demande formellement de préciser son intention de prendre part au Co-investissement, la hauteur de sa participation ainsi que les modalités d'hébergement au PM.
- **Dossier de Lotissement de Zone de Co-investissement** : Dossier recensant le découpage en Lots d'une Zone de Co-Investissement.
- **FTTH (Fibre To The Home)** : déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile.
- **Formulaire d'Acte d'Engagement au Co-investissement** : formulaire décrit à l'annexe 1 décrivant la réponse de l'Opérateur à un Dossier de Consultation relatif à une Zone de Co-investissement, en vue de souscrire au Co-investissement sur une Zone ou d'en augmenter sa participation.
- **Gestionnaire d'Immeuble** : personne morale ou physique, propriétaire ou mandatée par des propriétaires pour gérer un immeuble ou un groupe d'immeubles.
- **Hébergement au PM** : mise à disposition d'espace au sein du PM afin que l'Opérateur y installe ses équipements passifs, ses jarretières, et ses câbles s'il ne souscrit pas l'offre de Raccordement au NRO.
- **Immeuble FTTH** : bâtiment individuel ou collectif, ou ensemble de bâtiments à usage d'habitation, à usage Professionnel ou à usage mixte situé(s) à la même ou à plusieurs adresses postales et dans lequel (lesquels) est signée une Convention Immeuble.
- **Infrastructure FTTH** : ensemble des éléments de réseaux passifs (armoires, PM, câbles, fibres optiques et autres équipements) déployés par REUNICABLE et mis à disposition de l'Opérateur dans le cadre de la présente offre de mutualisation, et dont REUNICABLE assure la maintenance.
- **Jours et heures ouvrés** : du Lundi au Vendredi de 08h00 à 18h00, heure de la Réunion, hors jours fériés ou chômés au sens du calendrier français.
- **Jours et heures ouvrables** : du Lundi au Samedi de 08h00 à 18h00, heure de la Réunion, hors jours fériés ou chômés au sens du calendrier français.
- **Ligne Active** : Ligne dont l'usage est accordé, à instant donné, exclusivement à l'Opérateur. Une Ligne devient une Ligne Active après une commande de mise à disposition réussie passée auprès de REUNICABLE ; elle cesse de l'être pour l'opérateur suite à une résiliation de l'Opérateur ou à l'activation de la même ligne par un autre Opérateur Commercial.
- **Ligne de Communications Electroniques à Très Haut Débit en Fibre Optique ou « Ligne » ou « Ligne FTTH »** : désigne une liaison passive d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibre optique permettant de desservir un Client Final. Suivant le cas elle intègre le Câblage Client Final s'il a été construit ou a vocation à recevoir ledit câblage dans le cas contraire.
- **Logement Raccordable** : Logement Couvert pour lequel la Ligne est déployée jusqu'au PB.
- **Logement Couvert** : local à usage d'habitation ou mixte présent dans une Zone arrière de PM.
- **Lot** : sous-partie d'une Zone de Co-Investissement que REUNICABLE entend déployer dans une période donnée. Un Lot est constitué d'un ensemble de Zones Arrières de PM.
- **NRO** : Local où REUNICABLE installe des équipements de réseau visant à exploiter les Lignes.
- **Opérateur Co-investisseur** : désigne le ou les Opérateurs FTTH ayant signé le présent Contrat, ainsi que le Formulaire d'Acte d'Engagement au Co-investissement. Dans tous les cas, l'Opérateur Co-investisseur a la qualité d'Opérateur Commercial.

- **Opérateur Commercial (OC)** : désigne un Opérateur FTTH, le cas échéant REUNICABLE lui-même, qui commercialise des services très haut débit FTTH dans les Immeubles FTTH déployés par REUNICABLE.
- **Opérateur FTTH** : toute personne physique ou morale déclarée en vertu de l'article L 33-1 du Code des Postes et des Communications Électroniques exploitant un réseau de communications électroniques très haut débit FTTH ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques très haut débit FTTH.
- **Opérateur d'Immeuble (OI)** : désigne REUNICABLE en tant qu'Opérateur FTTH lorsqu'il a signé une Convention Immeuble.
- **PB (Point de Branchement)** : désigne l'équipement passif de connexion situé à l'extrémité amont du Câblage Client Final ; suivant la typologie d'Immeuble FTTH, il peut se situer sur le domaine public notamment en chambre, façade, ou bien sur un aérien, ou bien sur le domaine privé notamment palier, façade, poteau.
- **PM (Point de Mutualisation)** : désigne le point d'extrémité d'une ou de plusieurs Lignes au niveau duquel l'Opérateur d'Immeuble donne accès aux Opérateurs Commerciaux à ces Lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux Clients Finaux correspondants.
- **PRDM (Point de Raccordement Distant Mutualisé)** : Lorsque le point de mutualisation regroupe moins de 1000 lignes, le PRDM est le point de livraison de l'offre de raccordement distant, regroupant au moins 1000 lignes. En pratique, ce point peut être confondu avec le nœud de raccordement optique de l'Opérateur.
- **PTO (Point de Terminaison Optique)** : limite de séparation entre le Câblage Client Final et l'installation privative du Client Final. Il est matérialisé par un équipement comportant une prise optique et fait partie du Câblage Client Final. Il se situe dans le local du Client Final. Le cas échéant, le PTO peut être confondu avec le Dispositif de Terminaison Intérieur Optique (DTIO), notamment au sein des immeubles neufs.
- **Raccordement au NRO** : ensemble des opérations techniques et dispositifs permettant de relier l'équipement de l'Opérateur localisé au PM avec un point amont de livraison situé dans un NRO de REUNICABLE.
- **Raccordement du Client Final** : ensemble des opérations techniques permettant d'établir une liaison optique entre le réseau d'un Opérateur Commercial et le PTO du Client Final. Cela inclut l'établissement d'une connexion optique au PM et la construction d'un Câblage Client Final.
- **Sous-traitant** : désigne tout prestataire de service avec lequel l'Opérateur Co-investisseur a conclu un contrat d'entreprise en vue de lui faire réaliser tout ou partie des interventions dans un Immeuble FTTH dans les limites et conditions prévues au présent contrat et aux STAS.
- **STAS ou Spécifications Techniques d'Accès au Service** : Document de spécifications techniques détaillées annexé au présent contrat.
- **Tranche de cofinancement ou Tranche** : correspond au niveau d'engagement de Co-investissement exprimé en pourcentage multiple de 5 ; chaque multiple de 5 correspond à une Tranche.
- **Travaux Exceptionnels** : ensemble des travaux et/ou prestations réalisés par REUNICABLE en dehors du périmètre de la maintenance tel que décrit au sein de l'Annexe 5.
- **Travaux Spécifiques** : interventions entre le PB et le PTO nécessitant de mettre en œuvre des techniques ou des autorisations plus complexes ou plus coûteuses que le simple déploiement d'un câble en fourreau ou sur les paliers dans le seul domaine de l'Immeuble FTTH.
- **Zone arrière de PM** : Zone géographique qui regroupe un ensemble de logements potentiellement raccordables depuis le PM par le biais d'une Ligne FTTH.

- **Zone de Co-investissement ou Zone** : Zone géographique constituée d'un ensemble de communes sur laquelle porte le Co-investissement ; elle se subdivise en Zones Arrières de PM.

3. OBJET ET STRUCTURE DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles REUNICABLE met à disposition de l'Opérateur les lignes de communications électroniques déployées par ses soins à l'Ile de La Réunion,

Le présent contrat est constitué de l'ensemble des documents suivants, classés par ordre hiérarchique décroissant :

- les présentes dispositions générales ;
- leurs Annexes ;
- les Actes d'Engagement de Co-investissement signés par l'Opérateur ;
- la commande de mise à disposition de Ligne FTTH, de Raccordement au NRO ou d'Hébergement au PM.

En cas de contradiction entre les différents documents précités, les stipulations contenues dans le document de rang supérieur prévaudront.

4. PROCEDURE DE CONSULTATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU CO-INVESTISSEMENT

La réglementation mise en place par l'ARCEP prévoit plusieurs étapes successives pour la mise en place de réseaux FTTH mutualisés en dehors de la Zone Très Dense :

- Publication d'une offre de Co-investissement
- Appel au Co-investissement
- Consultation préalable sur le découpage envisagé pour les Points de Mutualisation
- Déploiement du réseau
- Echanges de fichiers
- Respect d'un délai de prévenance avant commercialisation permettant aux opérateurs s'étant déclarés dans la Zone de Co-investissement de commercialiser également leurs offres.

L'offre présentée par REUNICABLE s'inscrit dans cette démarche.

4.1. APPEL AU CO-INVESTISSEMENT

Après la publication de la présente Offre de Référence, REUNICABLE communique, successivement et par tout moyen jugé efficace par REUNICABLE, aux opérateurs inscrits sur la liste R. 9-2 du CPCE prévue par la décision n°2009-0169 de l'ARCEP – ou a minima aux opérateurs FTTH déclarés pour le département de La Réunion – les appels au Co-investissement pour les poches FTTH que REUNICABLE envisage de déployer.

Ces appels au Co-investissement comportent un certain nombre d'informations, décrites ci-après qui permettent à l'Opérateur d'appréhender les intentions et modalités de déploiement des Infrastructures FTTH dont REUNICABLE a la gestion et de choisir la façon dont il souhaite accéder aux Infrastructures FTTH :

- La liste des communes (Code INSEE) ou lieudits (Code Postal) concernés par le déploiement avec leurs codes respectifs. Cette liste constituera le périmètre géographique de l'engagement de Co-investissement de l'Opérateur.

- La Date de Lancement de la Zone,
- Le parc prévisionnel des Logements de la Zone de Co-investissement à titre indicatif. REUNICABLE pourra être amené à mettre à jour ces informations en tant que de besoin, et ce, sans incidence sur les engagements souscrits par l'Opérateur. Aussi, aucune obligation à la charge de REUNICABLE n'est attachée au déploiement de ce parc prévisionnel.

4.2. CONSULTATION PREALABLE SUR LE DECOUPAGE ENVISAGE POUR LES PM

Après avoir envoyé son appel à Co-investissement sur une Zone de Co-investissement, REUNICABLE consulte le ou les Opérateurs intéressés sur chaque Lot qu'il s'apprête à déployer. L'Opérateur est informé du lancement de la consultation sur un Lot par mail aux Opérateurs FTTH figurant sur la liste R9.2 tenue à jour par l'ARCEP.

Cette consultation a pour objet de décrire :

- Le Lot retenu par REUNICABLE ;
- La date limite de réponse à la consultation ;
- La partition du Lot en Zones arrière de PM ;
- La position géographique des PM et des PRDM ou des NRO pour le Lot ;
- La Date de Lancement de Lot.

Toute réponse à cette consultation préalable doit parvenir à REUNICABLE au plus tard quatre (4) semaines calendaires à compter de la date d'envoi de la consultation. L'Opérateur supporte le risque inhérent aux aléas qui accompagnent tout envoi postal.

Suite à la consultation, REUNICABLE pourra procéder à une mise à jour

- De la position des PM;
- De la partition du Lot en Zones arrière de PM.

Cette mise à jour sera communiquée au fur et à mesure de sa réalisation aux opérateurs FTTH identifiés par l'ARCEP dans la liste R9.2.

Outre les informations susmentionnées, le Dossier de Consultation comporte un Formulaire d'Acte d'Engagement au Co-investissement.

Dument complété et signé par l'Opérateur s'il souhaite cofinancer la Zone, le Formulaire d'Acte d'Engagement au Co-investissement devient un Acte d'Engagement au Co-investissement, sur la Zone de Co-investissement concernée. Il doit être retourné à REUNICABLE, par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse qui figure dans le Dossier de Consultation.

L'Acte d'Engagement au Co-investissement comporte obligatoirement :

- Une référence à la Zone de Co-investissement telle que décrite dans le Dossier de Consultation ;
- Le nombre de Tranches de cofinancement (par multiples de 5%) souscrites par l'Opérateur ;
- Le type d'Hébergement au PM retenu pour l'ensemble de la Zone de Co-investissement, selon que l'Opérateur souhaite y voir héberger des équipements actifs ou passifs le cas échéant ;

- Le nombre de modules d'hébergement souhaités dans le respect des STAS ;
- Le souhait de vouloir bénéficier ou non de la prestation de Raccordement au NRO sur l'ensemble des PM de la Zone de Co-investissement ainsi que le nombre de fibres

En fonction des réponses reçues, REUNICABLE peut annuler ou retarder le déploiement d'une Zone de Co-investissement, notamment en cas d'un déficit de cofinancement de la part des Opérateurs rendant les déploiements escomptés économiquement ou techniquement déraisonnables. Ces conditions seront le cas échéant explicitement mentionnées dans le document de consultation.

Néanmoins, et conformément à la décision ARCEP 10-1312, REUNICABLE s'engage à assurer la complétude de couverture de toute zone de cofinancement dont le déploiement effectif est commencé (pose de PM), ce dans un délai raisonnable au plus de deux à cinq ans.

REUNICABLE accusera réception sous un mois de l'Acte d'Engagement de Co-investissement de l'Opérateur et lui précisera les modalités définitives de l'Hébergement aux PM (Type, nombre et spécifications des emplacements), du Raccordement au NRO conformément aux modalités décrites respectivement dans les articles 8 (hébergement au PM) et 9 (Modalités des raccordements au NRO)

Il est expressément convenu entre les Parties que l'Acte d'Engagement de Co-investissement vaut engagement de Co-investissement sur l'ensemble de la Zone de Co-investissement considérée. Cet engagement de Co-investissement sera toutefois limité au niveau d'engagement choisi par l'Opérateur.

4.3. ECHANGES DE FICHIERS

Conformément à la réglementation de l'ARCEP, REUNICABLE communiquera aux opérateurs utilisateurs du réseau FTTH déployé les fichiers normalisés nécessaires à leur intégration dans leurs bases adresse et systèmes d'information respectifs. Les modalités de ces échanges sont mentionnées en Annexe 13.

4.4. COMMERCIALISATION DES OFFRES A L'ABONNE FINAL

Les modalités de Raccordement du Client Final, que ce raccordement soit à créer ou bien existant au moment de la commande, sont décrites à l'article 11.

5. MODALITES DU CO-INVESTISSEMENT

5.1. PRINCIPES GENERAUX

L'accès aux Lignes FTTH déployées par REUNICABLE par le biais du Co-investissement implique un engagement de l'Opérateur d'acquiescer des droits d'usage sur lesdites Lignes suivant les prix et modalités décrites aux présentes, afin d'offrir des services de communications électroniques à des Clients Finaux directement ou indirectement via des offres de gros à des opérateurs tiers.

L'Opérateur pourra s'engager à tout moment, à compter de la publication de l'intention de déploiement par REUNICABLE, et ce pendant une durée de 20 ans postérieurement à compter de la Date de Lancement de Zone. Selon le moment auquel l'Opérateur choisira de s'engager, il deviendra alors Opérateur Co-investisseur ab initio ou Opérateur Co-investisseur a posteriori, conformément aux dispositions qui figurent à l'article 5.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24 du Contrat, l'engagement pris par l'Opérateur au titre du Co-investissement est irrévocable et ce pour une durée de 20 ans à compter de la Date de Lancement de Zone.

L'engagement de Co-investissement sur une Zone vaut commande ferme et définitive des prestations d'hébergement pour la totalité des PM déployés sur la Zone de Co-investissement.

En contrepartie de son engagement de Co-investissement et, sous réserve du paiement effectif des sommes dues à REUNICABLE, l'Opérateur disposera, dans les conditions décrites à l'article 6 des présentes, d'un droit d'usage irrévocable sur les Lignes FTTH déployées, et ce à due proportion de son niveau d'engagement.

5.2. ZONE DE CO-INVESTISSEMENT

Dans le cadre du présent contrat, REUNICABLE propose un accès aux Lignes FTTH qu'il déploie en dehors de la Zone Très Dense. Aussi et pour la durée du présent contrat, REUNICABLE procédera régulièrement à des appels au Co-investissement notamment auprès de l'Opérateur, et ce préalablement aux déploiements des infrastructures sur une Zone donnée (la « Zone de Co-investissement »), selon les modalités décrites ci-après.

Cette Zone de Co-investissement constituera la maille géographique indivisible d'application des modalités et conditions d'accès aux Lignes FTTH, que cet accès s'opère suivant les modalités du Co-investissement *ab initio* ou *a posteriori*.

L'Opérateur pourra aussi, en dehors du processus de Co-investissement, bénéficier d'accès passif en location aux Lignes FTTH sur l'ensemble des Zones de Co-investissement.

L'étendue et la composition de la Zone de Co-investissement sera précisée dans le Dossier de Consultation.

REUNICABLE planifiera le déploiement de son réseau en fonction du nombre de Logements Couverts prévisible à la date du Dossier de Consultation dans la Zone de Co-investissement concernée. Font notamment partie des Logements Couverts ceux qui existent ou dont un permis de construire est déposé à cette date.

Il est expressément entendu entre les Parties que dans l'hypothèse d'une augmentation du nombre de Logements Couverts pendant le Co-Investissement, notamment en raison d'une densification ou de l'établissement de nouveaux Logements Couverts, REUNICABLE pourra lancer un nouveau Lot pour déployer des Infrastructures FTTH supplémentaires visant à raccorder ces nouveaux logements. Ce Lot sera indépendant du Lot ayant la même emprise géographique et ayant été déployé précédemment.

5.3. CO-INVESTISSEMENT *AB INITIO*

Dès lors que l'Opérateur choisit de s'engager avant la Date de Lancement de Zone de Co-investissement, conformément aux stipulations des présentes, dans le cadre de la procédure de consultation ci-avant décrite, celui-ci acquiert la qualité de co-investisseur *ab initio*.

A ce titre, il pourra bénéficier des conditions tarifaires applicables au Co-investissement *ab initio* pour l'ensemble des lots de la Zone de Co-investissement concernée et pourra bénéficier d'emplacements d'hébergement au sein des PM conformément aux modalités figurant dans les STAS

5.4. CO-INVESTISSEMENT *A POSTERIORI*

Tout Acte d'Engagement de Co-investissement qui parvient à REUNICABLE postérieurement à la Date de Lancement de Zone sera considéré comme un engagement de Co-investissement a posteriori pour l'ensemble de la Zone de Co-investissement.

Toutefois, la qualification de cet Acte d'Engagement de Co-investissement a posteriori ne fait pas obstacle à la reconnaissance à l'Opérateur – ne fut-ce que partiellement – de la qualité d'Opérateur Co-investisseur ab initio pour certains Lots de la Zone de Co-investissement.

Pour apprécier la qualité du co-investisseur - ab initio ou a posteriori - et déterminer ainsi les conditions tarifaires et d'hébergement applicables à chaque Lot, les Parties prennent en considération la date de réception par REUNICABLE de cet Acte d'Engagement de Co-investissement pour le confronter avec les Dates de Lancement des Lots.

Ainsi, les Parties conviennent expressément lorsque l'Opérateur s'engage à co-investir sur la Zone considérée postérieurement à la Date de Lancement de Zone, celui-ci se verra appliquer :

- Les conditions ab initio sur l'ensemble des Lots qui seront déployés sur la Zone de Co-investissement dont la Date de Lancement de Lot est postérieure à la réception de l'Acte d'Engagement de Co-investissement ;
- Les conditions a posteriori sur l'ensemble des Lots qui seront déployés sur la Zone de Co-investissement dont la Date de Lancement de Lot est antérieure à la réception de l'Acte d'Engagement au Co-investissement.

Les conditions *ab initio* ou *a posteriori* s'entendent :

- Des conditions tarifaires applicables spécifiquement à l'une et à l'autre des modalités de Co-investissement, telles qu'elles figurent à l'annexe 2 ;
- Des modalités de prise en compte des types d'hébergement souhaités par l'Opérateur. En particulier, il est expressément entendu entre les Parties que le co-investisseur a posteriori verra ses demandes de type d'hébergement satisfaites, conformément aux modalités de l'article 8.2.

5.5. NIVEAU D'ENGAGEMENT DE CO-INVESTISSEMENT

L'Opérateur dispose de la faculté d'adapter le niveau de son engagement de Co-investissement et, corrélativement, le nombre de Lignes FTTH sur lesquelles il disposera d'un droit d'usage pendant toute la durée de l'engagement de Co-investissement.

Le niveau d'engagement de Co-investissement correspond à un taux exprimé en pourcentage multiple de 5 ; chaque multiple de 5 correspond à une Tranche.

Il permet à l'Opérateur l'utilisation simultanée sur la Zone de Co-investissement d'un nombre maximum de Lignes Actives, correspondant au niveau d'engagement de Co-Investissement multiplié par le nombre total de Logements Raccordables, mesuré en début de mois civil.

En cas de dépassement de ce nombre, l'Opérateur ne pourra plus demander de mise à disposition de nouvelles Lignes Actives, et ce pour l'ensemble de la Zone de Co-investissement concernée. Pendant toute la durée de l'engagement de Co-investissement tel que spécifié à l'article 5.1 du présent Contrat, l'Opérateur aura la possibilité d'augmenter son niveau d'engagement par la souscription de Tranches supplémentaires ou de souscrire à l'offre d'accès à la Ligne. Il fera connaître ce nouveau niveau d'engagement en faisant parvenir un nouvel Acte d'Engagement de Co-investissement à REUNICABLE.

A partir du moment où le nombre de Lignes FTTH affectées à l'Opérateur atteint le nombre maximal de Lignes FTTH pouvant être affectées simultanément à l'Opérateur,

- les Lignes FTTH livrées au titre du cofinancement au-delà de ce nombre maximal de Lignes FTTH sont transférées sans frais par Reunicable vers l'offre d'accès à la ligne FTTH ;
- les Lignes FTTH commandées au titre du cofinancement au-delà de ce nombre maximal de Lignes FTTH sont livrées par Reunicable au titre de l'offre d'accès à la ligne FTTH.

De convention expresse entre les Parties, chaque Tranche est souscrite par l'Opérateur, pour la durée précisée à l'article 5.1. L'Opérateur pourra toutefois résilier son engagement dans les conditions indiquées à l'article 25 des présentes.

L'engagement de Co-investissement de l'Opérateur ne fait pas obstacle à ce que celui-ci demande également à bénéficier de l'offre d'accès à la Ligne, en location.

L'Opérateur qui bénéficie de l'offre d'accès à la Ligne en location verra ces Lignes automatiquement migrées vers un accès dans le cadre du Co-investissement lorsque des lignes en cofinancement sont résiliées. Ces lignes ne seront alors pas soumises au régime des résiliations anticipées.

Dans ce cas l'Opérateur devra, s'il ne l'a pas fait préalablement, faire parvenir à REUNICABLE l'Acte d'Engagement au Co-investissement à hauteur des Tranches nécessaires à la migration ou bien augmenter le nombre de Tranches souscrites pour accueillir les lignes à migrer. Cette migration entraînera la résiliation totale ou partielle de l'offre d'accès à la Ligne en location, sans rupture du service.

Par dérogation au troisième alinéa du présent article, le nombre maximum de Lignes Actives sur la Zone de Co-investissement utilisables simultanément par l'Opérateur est :

- Déplafonné tant que le ratio entre les Logements Raccordables et les Logements Couverts sur la Zone de Co-investissement prévus en année 20 dans l'information d'intention de déploiement est inférieur à 10% et,
- Multiplié par un coefficient qui décroît linéairement de 2,5 à 1 en fonction du ratio mentionné ci-dessus, sachant que ledit coefficient vaut 2,5 pour un ratio de 10% et 1 pour un ratio de 30%. Au-delà de 30% le coefficient conserve la valeur 1.

6. DROIT D'USAGE CONCEDE SUR LES LIGNES

6.1. PRINCIPE GENERAL

L'Opérateur qui souscrit l'offre de Co-investissement en souscrivant un engagement de Co-investissement sur une Zone de Co-investissement donnée s'oblige, pour cette Zone, à acquérir définitivement et

irrévocablement pendant une période de 20 ans à compter de la date d'envoi de l'information d'intention de déploiement, un droit réel temporaire lui donnant l'usage non exclusif des Lignes FTTH dépendant des PM qui ont été ou seront installés pendant cette période, conformément aux dispositions de l'article 5.5.

Ce droit réel temporaire sur la Ligne est expressément stipulé entre les Parties comme étant non exclusif, et ce pour permettre aux Opérateurs Commerciaux successifs, en cas de souhait d'un Client Final de changer d'Opérateur Commercial, de proposer leurs propres services de communication à très haut débit sur la même Ligne FTTH.

6.2. PORTEE DU DROIT D'USAGE CONCEDE

Il est expressément entendu par les Parties que le droit réel temporaire concédé irrévocablement n'octroie à l'Opérateur que l'usage des Lignes FTTH concernées et la possibilité de retirer les fruits d'exploitation de ces Lignes FTTH.

Toutefois, et à compter du moment où le droit est ainsi concédé par REUNICABLE à l'Opérateur, celui-ci assumera irrévocablement, sauf s'il est démontré une faute à l'encontre de REUNICABLE, les risques de pertes liées habituellement à la propriété de la chose ainsi que les risques d'usure, d'obsolescence, de dommage, de détérioration, de dévoiement, d'indisponibilité causée par un tiers ainsi que tous les risques liés à l'intérêt général, afférents aux Lignes FTTH, et ce, à due proportion de son niveau d'engagement, pour l'ensemble des Lignes FTTH ayant été déployées sur la Zone de Co-investissement.

Les effets liés à ce transfert des risques seront traités entre les Parties dans le cadre des Travaux Exceptionnels.

En outre, toute obsolescence des Lignes FTTH (au sens d'un changement de spécification majeure et/ou de technologie entraînant une perte d'usage de la fibre), ou tout évènement tel que, destruction de l'immeuble ou cas de force majeure, seront considérés comme un risque ainsi transféré et n'ouvriront pas de droits à une quelconque indemnisation par REUNICABLE. Ils mettront fin aux droits d'usage ainsi concédés de plein droit, sauf décision de REUNICABLE de mettre en œuvre des Travaux Exceptionnels.

Les contreparties financières versées à REUNICABLE en rémunération des droits réels temporaires irrévocables ainsi concédés sont définitivement acquises à REUNICABLE et ne pourront donner lieu à restitution partielle ou globale pour quelque cause que ce soit ou survenance d'évènement d'aucune sorte.

A compter de l'octroi du droit réel temporaire sur les Lignes FTTH et sous réserve d'avoir pour chaque Ligne payé les frais de mise en service relatifs au Câblage Client Final, l'Opérateur aura librement le droit de les exploiter, les utiliser, les louer, ou octroyer un droit d'usage sur ces dernières conformément aux termes du présent Contrat et des commandes afférentes sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures dont il est redevable.

L'Opérateur s'engage, pour lui-même et pour ses ayants-droits quels qu'ils soient, à faire un usage des Lignes FTTH sur lesquelles il dispose d'un droit d'usage irrévocable qui doit être conforme à leur destination, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation des Lignes FTTH déployées, ni porter atteinte à l'intimité de toute communication acheminée par ces Lignes ou provoquer des perturbations, ou des dommages pour les employés, les affiliés au sens de l'article L233-3 du Code de commerce ou les sociétés liées à REUNICABLE ou tout autre utilisateur, propriétaire ou occupant des immeubles sur lesquels sont déployées les Infrastructures FTTH, ou vis-à-vis de l'ensemble des Opérateurs Commerciaux des Lignes FTTH.

En particulier, l'Opérateur veillera pour lui-même et ses ayants droits à mettre en œuvre des équipements conformes aux réglementations et normes en vigueur.

L'Opérateur supportera seul la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé par ses soins en amont du PM ou du Raccordement au NRO le cas échéant et en aval du PTO.

6.3. DUREE DU DROIT D'USAGE CONCEDE

L'Opérateur ayant participé au Co-investissement ab initio des Lignes déployées par REUNICABLE dans la Zone de Co-investissement bénéficie du droit réel temporaire irrévocable cité ci-avant pour une première durée de 20 (vingt) ans à compter de la date d'installation du Point de Mutualisation de chaque Logement Raccordable (ci-après les Droits Initiaux).

Dans l'hypothèse où l'Opérateur viendrait à s'engager au titre du Co-investissement postérieurement à cette date, la durée des droits réels temporaires irrévocables correspondra au temps restant à courir entre la date de signature effective de l'Acte d'Engagement et l'échéance précitée de 20 (vingt) ans. Cette disposition est expressément prévue pour que l'ensemble des droits réels temporaires octroyés aux Opérateurs Commerciaux sur les Lignes FTTH arrive à échéance en même temps.

En cas de cession par REUNICABLE de tout ou partie des infrastructures composant les Lignes FTTH, REUNICABLE s'engage à faire accepter au cessionnaire une clause au terme de laquelle les droits et conditions d'accès aux Lignes FTTH, octroyés aux Opérateurs Commerciaux présents sur la Zone de Co-investissement considérée, seront identiques à ceux de REUNICABLE ou aux engagements pris par REUNICABLE envers l'Opérateur dans le cadre du présent Contrat et ce, afin de leur permettre de poursuivre leur exploitation commerciale desdites Lignes FTTH dans des conditions similaires aux présentes.

En cas de désignation d'un nouvel Opérateur d'Immeuble par le Gestionnaire d'Immeuble, REUNICABLE s'engage à mettre tout en œuvre pour faire accepter par le nouvel Opérateur d'Immeuble la reprise des engagements pris par REUNICABLE envers l'Opérateur pour permettre la poursuite de la mutualisation. REUNICABLE s'engage à assurer la continuité de service jusqu'à ce que le nouvel Opérateur d'Immeuble installe ses propres équipements et offre l'accès aux Lignes FTTH de l'immeuble concerné.

Si REUNICABLE est contrainte de procéder au démontage des Lignes FTTH à l'intérieur d'un Immeuble FTTH, l'ensemble des Opérateurs Co-Investisseurs, dont REUNICABLE, supporteront une quote-part des charges de l'opération selon des modalités équitables de partage à due proportion du nombre de tranches souscrites par l'Opérateur.

6.4. RENOUVELLEMENT DU DROIT D'USAGE

Au terme de la durée initiale de 20 ans, REUNICABLE accorde automatiquement à l'Opérateur une prolongation de son droit d'accès aux lignes FTTH dans les conditions suivantes (ci-après, les Droits Consécutifs) :

- La durée des Droits Consécutifs est de 20 ans ; cette durée court au jour de l'expiration des Droits Initiaux ; pour un Point de Mutualisation donné, la durée totale des Droits Initiaux et des Droits Consécutifs est donc de 40 ans à compter de la date d'installation du Point de Mutualisation
- Les Droits Consécutifs font l'objet d'une tarification particulière, applicable par tranche de cofinancement de 5% souscrite et par Zone de cofinancement : le prix des droits Consécutifs correspond au produit du prix forfaitaire par Logement couvert ou raccordable applicable à la date

d'installation du PM tel que décrit à l'annexe « Tarifs » de la présente offre par le coefficient multiplicateur de prolongation.

Le coefficient multiplicateur de prolongation applicable Cx est déterminé en fonction de la différence entre l'année d'installation du PM et l'année au cours de laquelle l'Opérateur a souscrit la tranche d'engagement de cofinancement considérée, et est calculée suivant la formule ci-dessous

$$Cx = CAx \times MIN \left[1 + \left(\frac{IS \text{ date de prolongation}}{IS \text{ date d'installation}} - 1 \right) \times 75\% ; \frac{IPC \text{ date de prolongation}}{IPC \text{ date d'installation}} \right]$$

Avec CAx le coefficient de prolongation pour un décalage de X années

décalage (années)	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
coefficient CAx	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,04	0,15	0,26	0,39	0,53	0,6

Et avec :

« IS date de prolongation » dernière valeur de l'Indice des salaires mensuels de base par activité – Télécommunications, tel que fourni dans l'annexe « Tarifs et pénalités » du présent contrat, précédant la date de prolongation de l'Opérateur.

« IS date d'installation » dernière valeur de l'Indice des salaires mensuels de base par activité – Télécommunications, tel que fourni dans l'annexe « Tarifs et pénalités » du présent contrat, précédant la date d'installation du PM.

« IPC date de prolongation » dernière valeur de l'Indice des Prix à la Consommation, tel que fourni dans l'annexe « Tarifs et pénalités » du présent contrat, précédant la date d'engagement de l'Opérateur.

« IPC date d'installation » dernière valeur de l'Indice des Prix à la Consommation, tel que fourni dans l'annexe « Tarifs et pénalités » du présent contrat, précédant la date d'installation du PM.

- Si la tranche de cofinancement de l'Opérateur est souscrite alors que le coefficient CAx est nul, le prix de la prolongation est fixé à 1 euro hors taxes multiplié par le nombre maximal de lignes FTTH pouvant être affectées à l'Opérateur au titre du cofinancement tel que prévu à l'article intitulé « NIVEAU D'ENGAGEMENT DE CO-INVESTISSEMENT ».
- La prolongation des droits de l'Opérateur s'applique en regard et dans les limites des caractéristiques techniques des Câblages FTTH ayant été installés.

L'Opérateur peut s'opposer, pour une Zone de cofinancement donnée, à la prolongation des Droits Initiaux en informant REUNICABLE par écrit dans le respect d'un préavis de 3 mois avant l'échéance des Droits Initiaux attachés au Point de Mutualisation dont l'installation est la plus ancienne sur la Zone de cofinancement.

6.5. MODALITES D'OCTROI DU DROIT D'USAGE

Postérieurement à la réception de l'Acte d'Engagement de Co-investissement, REUNICABLE tiendra informé l'Opérateur de la mise à disposition des éléments constitutifs du réseau. Elle fera parvenir notamment à celui-ci :

- Des avis de mise à disposition de Logements Raccordables emportant mise à disposition du PB concerné ;
- Des avis de mise à disposition des Logements Couverts emportant mise à disposition des PM concernés ;
- Des avis de mise à disposition des Raccordements au NRO.

Lorsque l'Opérateur est Co-investisseur a posteriori, REUNICABLE lui fera en outre connaître la première date de mise à disposition des objets ci-dessus correspondant à leur première mise en service dans le réseau. Elle permettra de calculer le coefficient de majoration a posteriori permettant de déterminer les tarifs applicables.

6.6. TRAVAUX EXCEPTIONNELS

Lors de la survenance d'évènements affectant directement ou indirectement la capacité des Lignes FTTH à exploiter les services de communications électroniques en vue desquels ces Lignes FTTH ont été déployées ne résultant pas d'une faute de REUNICABLE dans le cadre de l'exécution des présentes, REUNICABLE pourra décider de procéder à un ensemble de travaux et prestations qui pourront aller jusqu'au remplacement complet des Infrastructures FTTH.

Au titre des évènements d'ores et déjà envisagés, et dont la liste ci-après ne constitue qu'une illustration ayant un caractère non limitatif, les Parties s'accordent sur les évènements suivants :

- La détérioration des fibres optiques, que celle-ci résulte d'un processus étendu dans le temps (opacification) ou soudain (incendie, inondation) ;
- Les dévoiements affectant le tracé de la Ligne FTTH ;
- L'obsolescence des infrastructures FTTH ou la nécessité de mettre celles-ci en conformité avec de nouvelles contraintes réglementaires.

REUNICABLE décide seule de l'opportunité de procéder à la mise en œuvre de Travaux Exceptionnels ou non. Lorsqu'elle choisit d'intervenir et réaliser les diligences qu'elle estime nécessaire, elle en informera l'Opérateur et lui fera parvenir un devis sous un mois.

Dans l'hypothèse où l'Opérateur refuserait définitivement de participer à la réalisation de ces Travaux Exceptionnels, l'Opérateur assume expressément le risque de perdre tout bénéfice des droits d'usages acquis ou des Lignes FTTH en location souscrits dans cette Zone et dont l'usage ne serait plus possible sans la réalisation de ces Travaux Exceptionnels.

Une fois les travaux réalisés, REUNICABLE notifiera la fin de ceux-ci à l'Opérateur et lui fera parvenir une facture du montant correspondant à sa quote-part dans le Co-investissement, le cas échéant réduite à due proportion des sommes perçues par REUNICABLE au titre de la survenance de l'évènement (assurance, condamnation...), calculée selon son niveau d'engagement.

L'Opérateur est engagé à régler le montant des travaux correspondant à sa quote-part dans le Co-investissement à l'exception du cas dans lequel son engagement de Co-investissement est préalablement résilié.

Il est expressément convenu entre les Parties que les délais nécessaires à la réalisation des Travaux Exceptionnels n'ouvriront pas droit à une extension correspondante de la durée du droit réel temporaire sur la ou les Lignes FTTH concernées.

Conformément, d'une part, aux principes applicables au droit réel temporaire irrévocable, et d'autre part, aux principes du Co-investissement, lorsqu'une mise en œuvre des Travaux Exceptionnels ne concerne qu'une partie des Lignes FTTH, la répartition des coûts liés à ladite mise en œuvre sera effectuée auprès de l'ensemble des Opérateurs Co-investisseurs.

6.7. PRINCIPES TARIFAIRES

Le tarif appliqué sur une Zone de Co-investissement est, au moment de la Date de Lancement de Zone de Co-investissement, celui indiqué à l'annexe 2 en vigueur et correspondant au type tarifaire de la Zone de Co-investissement.

Les tarifs applicables aux Lignes FTTH en Co-investissement du PM au PB, peuvent être réévalués à la hausse une fois par an, dans la limite de la dernière variation annuelle de l'indice du coût du travail dans l'industrie, la construction et le tertiaire (ICT) salaires et charges publié par l'INSEE ou tout indice de substitution mis en place par l'INSEE sans faculté pour l'Opérateur de mettre un terme à son engagement de cofinancement selon les modalités prévues au Contrat afférent à la présente offre.

Si les tarifs de Co-investissement s'avéraient inférieurs aux coûts constatés auditables, REUNICABLE pourra procéder à un réajustement des tarifs au-delà de cet indice. L'Opérateur dispose de la possibilité de résilier son engagement selon les stipulations du Contrat.

Si le taux d'inflation évolue de façon significative, REUNICABLE pourra procéder à un réajustement du coefficient ex post, du coefficient de contribution aux droits de suite et du coefficient d'actualisation des taux de cofinancement utilisé dans le calcul des droits de suite.

Si les tarifs de Co-investissement s'avéraient supérieurs aux coûts constatés auditables, REUNICABLE pourra procéder à une baisse des tarifs de cofinancement.

La tarification porte notamment sur le Point de Mutualisation (Hébergement et modules d'hébergement), sur le Raccordement au NRO, le nombre de Logements Couverts, le nombre de Logements Raccordables et le nombre de Lignes Actives.

Pour chaque Tranche ou Raccordement au NRO ou espace d'hébergement, elle dépend d'un coefficient de majoration a posteriori déterminé par la durée qui s'écoule entre la date de réception de l'Acte d'Engagement de Co-investissement de l'Opérateur sur la Zone et la date de première mise en service de l'objet considéré. On entend par « objet » l'un quelconque des éléments de réseaux dont la mise à disposition donne lieu à une facturation.

Pour chaque mise à disposition de logements couverts ou raccordables, elle dépend d'un coefficient de majoration a posteriori déterminé par la durée qui s'écoule entre la date de réception de l'Acte d'Engagement de Co-investissement de l'Opérateur sur la zone et la date de première mise en service du Point de Mutualisation auquel est rattaché le logement considéré.

Si la première date est antérieure à la seconde, le coefficient vaut un.

Les tarifs et le coefficient de majoration a posteriori retenus seront ceux de l'Annexe 2 en vigueur à la date de mise à disposition des objets concernés.

Dans chaque cas, des frais d'accès au service et le cas échéant une redevance mensuelle s'appliquent.

Les frais d'accès au service sont facturés dans le mois civil qui suit la mise à disposition des objets.

La redevance mensuelle est facturée, terme à échoir, en début de mois civil avec comme assiette le nombre de ressources dont l'Opérateur bénéficie au dernier jour du mois précédent.

6.7.1. TARIFICATION AU POINT DE MUTUALISATION

- **Frais d'accès au service d'Hébergement au PM**

Ils sont forfaitaires et ne dépendent ni de la taille du PM ni du coefficient de majoration a posteriori.

- **Frais d'accès au service de Raccordement au NRO**

Ces frais se décomposent en deux parties :

- l'une concernant la mise à disposition de fibres entre le PM et le NRO qui dépend du nombre de liens commandés entre chaque PM et le NRO, de la longueur de chacun, ainsi que du coefficient de majoration a posteriori ;
- l'autre concernant l'installation d'une tête de câble en terminaison du réseau de l'Opérateur ; elle dépend de la taille (en nombre de connecteurs) de la tête de câble installée par l'Opérateur.

- **Redevance mensuelle relative au Raccordement au NRO**

Cette redevance se décompose en deux parties :

- L'une concernant le nombre de fibres entre le PM et le NRO et de la longueur de celles-ci
- L'autre dépendant de la taille (en nombre de connecteurs) de la tête de câble commandée par l'Opérateur.

6.7.2. TARIFICATION RELATIVE AUX LOGEMENTS COUVERTS

Chaque PM mis à disposition de l'Opérateur correspond à un ensemble de Logements Couverts compris dans la Zone arrière du PM ; il fait l'objet d'une notification de mise à disposition de Logements Couverts. Dès réception, l'Opérateur est redevable à REUNICABLE d'une tarification forfaitaire dépendant du nombre de Logement Couverts desservis par le PM, du nombre de Tranches souscrites, chacune emportant 5% du tarif unitaire, du tarif unitaire des Logements Couverts et du coefficient de majoration a posteriori. Elle est facturée dans le mois civil qui suit celui de la mise à disposition de l'objet à l'Opérateur.

6.7.3. TARIFICATION RELATIVE AUX LOGEMENTS RACCORDABLES

Chaque PB mis à disposition de l'Opérateur correspond à un ensemble de Logements Raccordables compris dans la zone arrière du PB ; il fait l'objet d'une notification de mise à disposition de Logements Raccordables. Dès réception, l'Opérateur est alors redevable à REUNICABLE d'une tarification forfaitaire dépendant du nombre de Logement Raccordables desservis par le PB, du nombre de Tranches souscrites chacune emportant 5% du tarif unitaire des Logements Raccordables et du coefficient de majoration a posteriori. Elle est facturée dans le mois civil qui suit celui de la mise à disposition de l'objet à l'Opérateur.

6.7.4. TARIFICATION RELATIVE AUX LIGNES ACTIVES

L'Opérateur commande à REUNICABLE la mise à disposition d'une Ligne ayant fait l'objet d'un avis de mise à disposition de Logement Raccordable et d'un avis de mise à disposition de Logement Couvert. Elle n'est possible que dans le cadre prévu à l'Article 5.5 et entraîne la facturation de frais d'accès au service précisés à l'Annexe 2. Par ailleurs chaque Ligne Active donne lieu à une facturation mensuelle dont les principes généraux sont exposés à l'Article 6.7.

6.7.5. DROITS DE SUITE

En sus de la tarification décrite ci-dessus, REUNICABLE facturera à l'Opérateur des droits de suite qu'elle reversera selon les modalités du présent Contrat aux Opérateurs Co-investisseurs. Le droit de suite est calculé comme une fraction des tarifs de Co-investissement ab initio, dont la valeur est indiquée à l'Annexe 2 sous l'intitulé « Taux des droits de suite ». Il est facturé pour les Actes d'Engagement de Co-investissement où l'Opérateur n'est pas Co-investisseur ab initio (notamment dans le cas du Co-investissement a posteriori ou bien dans le cas de l'augmentation du niveau d'engagement) au même moment que les éléments tarifaires précités. Les droits de suite s'ajoutent à la tarification a posteriori due à REUNICABLE.

Les droits de suite encaissés par REUNICABLE sont ensuite répartis entre les Co-investisseurs recensés au moment de la signature de l'Acte d'Engagement de l'Opérateur, selon une règle décrite à l'Annexe 2. Elle dépend notamment :

- Du nombre de Tranches que chacun des Opérateurs Co-investisseur a souscrit depuis la Date de Lancement de Zone ;
- De la date de réception des Actes d'Engagement de Co-investissement relatif à chacune d'entre elles, en distinguant le cas des PM installés avant réception de l'acte de cofinancement du cas des PM installés après réception de l'acte de cofinancement ;
- D'un coefficient d'actualisation venant pondérer la contribution de chaque Tranche au cours du temps.

7. MODALITES D'ACCES A LA LIGNE FTTH EN LOCATION

7.1. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

L'Opérateur qui ne souhaite pas acquérir un droit d'usage des lignes FTTH dans les modalités décrites ci-avant peut souscrire à l'offre d'accès à la Ligne FTTH mise à disposition par REUNICABLE, en vue d'opérer un service de communications électroniques à très haut débit directement ou indirectement à destination de Clients Finals.

L'offre d'accès à la ligne FTTH comprend uniquement la mise à disposition des équipements passifs qui la composent.

7.2. MODALITES OPERATIONNELLES

La commande de Lignes FTTH réalisée par l'Opérateur implique que l'Opérateur dispose concomitamment à la livraison de chaque Ligne FTTH d'un emplacement pour héberger ses équipements au sein du PM concerné.

La mise à disposition des Lignes est réalisée pour une durée indéterminée Il pourra donc y être mis fin par le seul opérateur moyennant un préavis de 15 jours notifié par courrier électronique ou par tout autre moyen d'échange informatique agréé par les Parties.

Les Parties conviennent toutefois expressément qu'il sera mis fin à la mise à disposition, automatiquement, sans préavis, sans frais de résiliation et sans formalité :

- Lors de la survenance d'un événement telle que la destruction partielle ou totale de la Ligne FTTH ;
- Lors de la survenance du terme quel qu'il soit de l'accord ou de la convention en vertu duquel un élément de la Ligne FTTH est autorisé à être déployé ;
- Lorsque le Client Final de l'Opérateur changera d'Opérateur Commercial sur une Ligne FTTH considérée.

7.3. CARACTERISTIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition par REUNICABLE de la Ligne FTTH au bénéfice de l'Opérateur est réalisée dans le cadre d'une location. Le droit de jouissance qui en découle pour l'Opérateur est en conséquence subordonné au respect des principes suivants :

Il est expressément entendu entre les Parties que la mise à disposition de la Ligne FTTH par REUNICABLE au bénéfice de l'Opérateur est réalisée sous condition que celle-ci soit utilisée directement ou indirectement, par l'Opérateur ou l'un de ses ayants droits, pour fournir un service de communications électroniques au Client Final dans le cadre d'une offre de détail.

L'Opérateur s'engage, pour lui-même et pour ses ayants droits quels qu'ils soient, à faire un usage des Lignes FTTH sur lesquelles il dispose d'un droit de jouissance qui doit être conforme à leur destination, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation des Lignes FTTH déployées, ni porter atteinte à l'intimité de toute communication acheminée par ces Lignes ou provoquer des perturbations, ou des dommages pour les employés, les affiliés au sens de l'article L233-3 du Code de commerce ou les sociétés liées à REUNICABLE ou tout autre utilisateur, propriétaire des immeubles sur lesquels sont déployées les Infrastructures FTTH, ou vis-à-vis de l'ensemble des Opérateurs Commerciaux des Lignes FTTH.

En particulier, l'Opérateur veillera pour lui-même et ses ayants droits à mettre en œuvre des équipements conformes aux réglementations et normes en vigueur.

L'Opérateur supportera seul la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé par ses soins en amont du PM et en aval du PTO.

L'Opérateur est autorisé à sous-louer la Ligne FTTH et s'assurera que son ayant droit respecte les principes ci-avant énoncés.

De convention expresse entre les Parties, celles-ci reconnaissent que l'obligation d'entretien et de jouissance paisible de la Ligne FTTH incombant à REUNICABLE au titre de l'article 1719 du Code civil seront réputées respectées en totalité par REUNICABLE dès lors que celle-ci réalise de façon conforme ses prestations de maintenance des Lignes FTTH, telles que décrites à l'article 12 du présent contrat.

Par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1720 du Code civil, les Parties s'accordent pour reconnaître que REUNICABLE aura procédé à une délivrance conforme de la Ligne FTTH, quand bien même le Câblage Client Final serait détérioré ou manquant. Dans cette hypothèse, Il appartiendra à l'Opérateur de commander un raccordement client pour la Ligne FTTH considérée. La reconstruction du Câblage Client Final par l'Opérateur dans ce cas donnera lieu à facturation de la prestation à REUNICABLE conformément aux modalités prévues au Contrat.

7.4. PRINCIPES TARIFAIRES

L'Opérateur sera redevable, par Ligne en location, des redevances récurrentes mensuelles prévues à l'Annexe 2 en vigueur pour le mois considéré, calculées sur la base du nombre de Lignes Actives utilisées au

dernier jour du mois précédant l'émission de la facture et de la catégorie tarifaire de la Zone de Co-investissement considérée. Il sera en outre redevable de frais d'accès au service.

La facturation est émise mensuellement à terme à échoir.

7.5. MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

REUNICABLE précisera par des mises à jour de l'Annexe 11 les modalités opérationnelles de commande et de résiliation des lignes en location.

8. HEBERGEMENT AUX PM

8.1. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Afin de permettre l'accès aux Lignes FTTH, REUNICABLE propose une prestation accessoire d'accès aux PM qu'il déploie sur la Zone de Co-investissement. Cette prestation consiste, à titre principal, en la mise à disposition d'espace au sein d'un PM, afin que l'Opérateur puisse héberger ses équipements passifs (ou actifs le cas échéant, après étude sur mesure réalisée par REUNICABLE), ses jarretières et ses câbles, suivant les conditions et modalités ci-après exposées.

Les Parties conviennent expressément que la mise à disposition dudit hébergement constitue une prestation de service et qu'à ce titre, celle-ci ne peut ni directement ni indirectement être constitutive d'un bail. Dès lors, les Parties reconnaissent expressément que le Décret n°53-960 du 30 septembre 1953 n'est donc pas applicable et qu'il ne peut par conséquent y être fait référence, de quelque manière que ce soit.

Il appartient à l'Opérateur :

- De procéder à l'installation de ses équipements,
- De mettre en œuvre tous les principes qui lui semblent nécessaires, en conformité avec les conditions et modalités du présent Contrat, pour procéder à l'exploitation desdits équipements,
- D'assurer la maintenance des équipements ainsi hébergés.

8.2. HEBERGEMENT D'EQUIPEMENTS PASSIFS

Information préalable : la présente offre ne comporte d'offre d'hébergement d'équipements actifs au PM. REUNICABLE étudiera toute demande spécifique et argumentée de la part d'un opérateur en ce sens, transmise dans des délais raisonnables avant le lancement des déploiements au sein de chaque Zone de Co-investissement.

Conformément à la réglementation applicable à la date de signature du présent contrat, REUNICABLE s'engage à proposer à l'Opérateur a minima un hébergement pour équipements passifs au sein de ses PM.

Les Parties reconnaissent toutefois, que compte tenu des particularités liées à l'existence cumulée d'une offre d'accès au Co-investissement ab initio, d'une offre d'accès au Co-investissement a posteriori et d'une offre d'accès à la Ligne FTTH en location, elles s'accordent sur les règles d'octroi de l'emplacement suivantes :

L'Acte d'Engagement au Co-investissement vaut commande ferme et définitive de l'ensemble des PM de la Zone de Co-investissement considérée.

Dès lors qu'il est reçu avant la Date de Lancement de Zone, REUNICABLE prendra en compte prioritairement les demandes de l'Opérateur Co-investisseur ab initio et lui offrira suivant sa demande et au fur et à mesure

des déploiements des PM, un hébergement pour ses équipements que ceux-ci soient actifs ou passifs, dans la limite des conditions de spécification de l'emplacement décrite dans les STAS.

S'agissant d'un Acte d'Engagement de Co-investissement reçu après la Date de Lancement de Zone, les règles d'attribution sont les suivantes :

- Pour les lots sur lesquels ledit Opérateur est co-investisseur a posteriori : REUNICABLE s'efforcera de faire droit à ses demandes d'hébergement d'équipements passifs.
- Pour les lots pour lesquels ledit Opérateur est co-investisseur ab initio : ledit Opérateur sera dans la même situation que celle décrite au cinquième alinéa du présent article.

Concernant les demandes d'accès au PM émanant d'opérateur ayant commandé des accès passifs à la Ligne FTTH en location, REUNICABLE mettra à disposition de ceux-ci un emplacement pour équipements passifs, sous réserve de disponibilités.

En cas de pénurie d'emplacements au sein d'un PM considéré, REUNICABLE pourra de plein droit et sans indemnité résilier l'accès au PM de l'Opérateur disposant d'un accès passif à la Ligne FTTH en location, dès lors que celui-ci ne dispose d'aucune Ligne FTTH en activité sur la Zone Arrière du PM considérée.

L'Opérateur devra alors libérer l'emplacement dans les 10 jours ouvrés suivant réception de la notification de résiliation.

Les demandes d'emplacements supplémentaires seront traitées au cas par cas entre les Parties.

8.3. INSTALLATION DES EQUIPEMENTS ET ACCES AUX SITES

L'Opérateur installe ses équipements dans l'emplacement, à ses propres frais et risques, de façon à ce que REUNICABLE ne soit jamais inquiétée à cet égard, dans le respect notamment des lois et règles applicables aux équipements de télécommunications. REUNICABLE n'est en aucun cas responsable des frais et risques afférents aux équipements, de leur réparation, de leur configuration ou de leur réglage dans l'emplacement, ni de leur exploitation.

Par conséquent, l'Opérateur prendra à sa charge toutes les réparations nécessaires en cas de dommage occasionné à ou par ses équipements et s'engage à prévenir tout risque d'accident ou d'incident susceptible d'affecter le site et à mettre en œuvre les procédures utiles ou nécessaires pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement des équipements.

L'activité de l'Opérateur ne doit causer aucune perturbation, et notamment aucune interférence électromagnétique, entre ses équipements et ceux d'un tiers.

Lesdits équipements doivent être conformes à toutes les normes nationales ou européennes, et en particulier à toutes les normes portant sur la compatibilité électromagnétique. L'Opérateur devra respecter la directive 89/336 sur les interférences électromagnétiques et être conforme à la norme ETSI 300-386-1 et à la classe B selon la norme EN 55022.

En cas de perturbation causée par l'Opérateur à un autre occupant du site, l'Opérateur devra y mettre fin dès qu'il en aura connaissance et indemniser REUNICABLE de toutes conséquences liées à un quelconque dommage, préjudice ou interférence causé aux personnes ou aux biens des occupants du site, dans la limite des dispositions de l'article 22. REUNICABLE s'engage à appliquer la présente stipulation aux autres occupants du site.

Seules les personnes autorisées missionnées par l'Opérateur pourront accéder au site, dans les conditions imposées le cas échéant par le règlement intérieur, le plan de prévention et/ou les STAS.

L'Opérateur assumera l'entière responsabilité pour les personnes qu'il fait pénétrer dans le site, y compris pour leurs actions et les conséquences de leurs actions pendant leur présence sur le site.

L'Opérateur devra utiliser les installations conformément à l'usage pour lesquelles elles sont destinées et conformément aux procédures d'exploitation correspondantes décrites au sein des STAS.

L'Opérateur s'engage à respecter toutes les règles et réglementations, notamment la réglementation relative au bruit, au code du travail et les réglementations nationales et européennes obligatoires en matière de sécurité, et veiller à ce que les personnes autorisées respectent ces règles et réglementations.

Il devra également suivre les instructions concernant chaque site ainsi que le règlement intérieur, s'il y a lieu.

L'Opérateur devra prévenir REUNICABLE sans délai et par tous moyens, et le confirmer dans les quarante-huit (48) heures suivant le moment où l'Opérateur en aura eu connaissance, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout sinistre ou dommage survenu dans l'emplacement ou dans le site, sous peine de demeurer personnellement responsable des dégâts dont le montant n'aurait pu, par suite de l'omission ou du retard de cette déclaration, être utilement déclaré et/ou réclamé par REUNICABLE aux assureurs.

8.4. PRINCIPES TARIFAIRES

La tarification applicable pour les Opérateurs Co-Investisseurs est mentionnée à l'Article 5.

La tarification applicable en cas d'accès passif à la ligne en location est identique à celle décrite ci-dessus en appliquant systématiquement au niveau de chaque PM les conditions prévues pour le Co-investissement a posteriori. En outre, les montants perçus au titre de cette prestation ne donnent pas lieu à l'application de droits de suite.

8.5. MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

REUNICABLE précisera par des mises à jour de l'Annexe 10 ou des STAS les modalités de commande, de résiliation, d'utilisation et de livraison de l'hébergement.

8.6. LIVRAISON DE CÂBLAGE DE SITES

Lors de la livraison d'un site client (logement), REUNICABLE fournit dans le CR MAD PM tel que défini par le protocole INTEROP les données nécessaires à la commande de ligne par l'opérateur. Conformément à l'annexe 13.

Le fichier CR MAD PM est envoyé à l'Opérateur au plus tard 10 jours après la date effective du câblage de site.

On entend par « Date de Mise en Service Commerciale du Câblage de sites » la date à partir de laquelle la fourniture de services de communications électroniques très haut débit à un Client Final sur le Câblage de sites est possible.

La Date de Mise en Service Commerciale du Câblages de sites est fixée par REUNICABLE à 14 jours calendaires après la date d'installation du Câblage de sites, sauf dans le cas mentionné ci-dessous :

Si la date d'installation du câblage de sites est antérieure de plus de 14 jours calendaires à la date de mise en service commerciale du PM, alors la date de mise en service commerciale du PM est prise comme date de mise en service commerciale du câblage de sites.

9. MODALITES DES RACCORDEMENTS AU NRO

9.1. PERIMETRE ET CONTENU DE L'OFFRE

L'Offre de Raccordement au NRO consiste en la mise à disposition par REUNICABLE à l'Opérateur, dans un délai maximum de 20 jours ouvrés à compter de la date de commande par l'Opérateur, de fibres optiques destinées à transporter le trafic des Lignes FTTH affectées à l'Opérateur en Zone arrière desdits PM et à livrer celles-ci au niveau du NRO de REUNICABLE.

En conséquence, et pour permettre à l'Opérateur de relier ces fibres optiques à son propre réseau, REUNICABLE permet à l'Opérateur de terminer un et un seul câble fibres optiques (sauf dérogation en fonction de la capacité d'accueil du répartiteur au NRO) sur une tête optique dans le répartiteur du NRO REUNICABLE.

Cette offre complémentaire consiste en la pose par REUNICABLE du câble 'réseau' de l'Opérateur pour pénétrer et cheminer dans le local NRO et, sous accompagnement REUNICABLE, en l'installation par l'Opérateur suivant les prescriptions techniques de REUNICABLE d'une tête optique dans le répartiteur optique du NRO. La fourniture et l'installation de la tête optique seront scrupuleusement conformes au contenu des STAS décrites en annexe 3. Chaque accompagnement supplémentaire lié à une intervention subséquente de l'Opérateur au NRO de REUNICABLE sera facturé selon le tarif indiqué en Annexe 2.

De convention expresse entre les Parties :

- L'offre de Raccordement au NRO consiste principalement en la mise à disposition desdites fibres optiques et non en un service de collecte de trafic. Dès lors, ladite offre sera réputée comme étant conformément livrée dès lors que la continuité optique est assurée entre le connecteur matérialisant l'extrémité de la prestation située dans le PM et l'extrémité de la jarretière au NRO REUNICABLE, avant connexion sur la position désignée par l'Opérateur sur la tête optique de l'Opérateur.
- La livraison de la prestation par REUNICABLE déclenche la facturation correspondante.

9.2. DROITS OCTROYES

9.2.1. PRINCIPE GENERAL

Dans le cadre de son offre de Raccordement au NRO, REUNICABLE concède à l'Opérateur un droit irrévocable d'usage exclusif des fibres optiques déployées entre les PM et le NRO.

9.2.2. PORTEE DU DROIT D'USAGE CONCEDE

Il est expressément entendu pour les Parties que le droit d'usage concédé irrévocablement n'octroie à l'Opérateur que l'usage des fibres optiques concernées et que, ni le Contrat et ses annexes, ni les commandes réalisées au titre du présent Contrat n'opèrent de démembrement de la propriété des fibres optiques au bénéfice de l'Opérateur, ni ne confèrent à l'Opérateur un quelconque titre de propriété sur tout ou parties des fibres optiques à quelque titre que ce soit.

Toutefois, et à compter du moment où le droit est ainsi concédé par REUNICABLE à l'Opérateur, celui-ci assumera irrévocablement les risques de pertes liées habituellement à la propriété de la chose ainsi que les risques d'usure, d'obsolescence, de dommage, de détérioration, de dévoiement, d'indisponibilité causée par un tiers ainsi que tous les risques liés à l'intérêt général, afférents aux fibres optiques.

Les effets liés à ce transfert des risques seront en outre traités entre les Parties dans le cadre des Travaux Exceptionnels.

En outre, toute obsolescence des fibres optiques (au sens d'un changement de spécification majeure et/ou de technologie entraînant une perte d'usage de la fibre), ou tout évènement tel que la détérioration ou la destruction fibres optiques, seront considérés comme un risque ainsi transféré et n'ouvriront pas de droits

à une quelconque indemnisation par REUNICABLE. Ils mettront fin aux droits d'usage ainsi concédés de plein droit, sauf décision de REUNICABLE de mettre en œuvre des Travaux Exceptionnels.

Les contreparties financières versées à REUNICABLE en rémunération des droits d'usage irrévocables ainsi concédés sont définitivement acquises à REUNICABLE et ne pourront donner lieu à restitution partielle ou globale pour quelque cause que ce soit ou survenance d'évènement d'aucune sorte.

A compter de l'octroi du droit d'usage sur les fibres optiques, l'Opérateur aura librement le droit de les exploiter, les utiliser, les louer, ou octroyer un droit d'usage sur ces dernières conformément aux termes du présent Contrat et des commandes afférentes sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures dont il est redevable.

L'Opérateur s'engage, pour lui-même et pour ses ayants droits quels qu'ils soient, à faire un usage des fibres optiques sur lesquelles il dispose d'un droit d'usage irrévocable qui doit être conforme à leur destination, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation des Lignes FTTH déployées ou l'un quelconque des équipements qui composent l'Infrastructure FTTH, ni porter atteinte à l'intimité de toute communication acheminée par ces Lignes FTTH ou provoquer des perturbations, ou des dommages pour les employés, les affiliés au sens de l'article L233-3 du Code de commerce ou les sociétés liées à REUNICABLE ou tout autre utilisateur, propriétaire des immeubles sur lesquels sont déployées les infrastructures FTTH, ou vis-à-vis de l'ensemble des Opérateurs Commerciaux des Lignes FTTH.

En particulier, l'Opérateur veillera pour lui-même et ses ayants droits à mettre en œuvre des équipements conformes aux réglementations et normes en vigueur.

L'Opérateur supportera seul la charge financière, les responsabilités et les risques associés de tout équipement ou appareil installé par ses soins en amont du NRO de REUNICABLE, y compris la tête optique terminant le câble réseau de l'Opérateur.

9.2.3. DUREE DU DROIT D'USAGE CONCEDE

L'Opérateur bénéficie du droit d'usage irrévocable cité ci-avant à compter de l'Avis de mise à disposition des fibres optiques composant le Raccordement au NRO jusqu'au terme du droit d'usage qu'il peut par ailleurs octroyer sur les Lignes FTTH concernées par le Raccordement au NRO en vertu du présent contrat.

Si REUNICABLE est contrainte de procéder au démontage des fibres optiques, l'Opérateur supportera la charge financière de l'opération à due proportion des fibres dont il a acquis le droit d'usage.

9.2.4. TRAVAUX EXCEPTIONNELS

Lors de la survenance d'évènements affectant directement ou indirectement la capacité des fibres optiques à rendre le service en vue duquel ces fibres optiques ont été déployées, REUNICABLE pourra décider de procéder à un ensemble de travaux et prestations qui pourront aller jusqu'au remplacement complet des fibres optiques.

Au titre des évènements d'ores et déjà envisagés, et dont la liste ci-après ne constitue qu'une illustration ayant un caractère non limitatif, les Parties s'accordent sur les évènements suivants :

- La détérioration des fibres optiques, que celle-ci résulte d'un processus étendu dans le temps (opacification) ou soudain (incendie, inondation) ;
- Les dévoiements affectant le tracé des fibres optiques ;
- L'obsolescence des fibres optiques ou la nécessité de mettre celles-ci en conformité avec de nouvelles contraintes réglementaires.

REUNICABLE décide seule de l'opportunité de procéder à la mise en œuvre de Travaux Exceptionnels ou non. Lorsqu'elle choisit d'intervenir et réaliser les diligences qu'elle estime nécessaire, elle en informera l'Opérateur et lui fera parvenir un devis indicatif sous un délai raisonnable.

Une fois les travaux réalisés, REUNICABLE notifiera la fin de ceux-ci à l'Opérateur et lui fera parvenir une facture du montant correspondant aux travaux.

Dans l'hypothèse où l'Opérateur refuserait définitivement de participer à la réalisation de ces Travaux Exceptionnels, l'Opérateur assume expressément le risque de perdre tout bénéfice des droits d'usages sur les liens NRO-PM et dont l'usage ne serait plus possible sans la réalisation de ces Travaux Exceptionnels

9.3. PRINCIPES TARIFAIRES

La tarification applicable pour les Opérateurs Co-investisseurs est mentionnée à l'Article 5.

La tarification applicable en cas d'accès en location est identique à celle décrite ci-dessous en appliquant systématiquement au niveau de chaque PM les conditions prévues pour le Co-investissement a posteriori. En outre, les montants perçus au titre de cette prestation ne donnent pas lieu à l'application de droits de suite.

9.4. MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

REUNICABLE précisera par des mises à jour de l'Annexe 13 les modalités de commande, de résiliation, d'utilisation et de livraison du Raccordement au NRO.

10. CONVENTION IMMEUBLE ET CONDITIONS D'INTERVENTION EN IMMEUBLE FTTH

Les lignes FTTH ne peuvent être installées dans les parties relevant du domaine privé que dans la mesure où le propriétaire ou les copropriétaires ont donné l'autorisation à REUNICABLE d'y installer ses infrastructures.

Cette autorisation et les conditions de réalisation sont indiquées dans la Convention Immeuble.

Dans le cas des habitations collectives, REUNICABLE se chargera de la contractualisation et de la mise en œuvre des Conventions Immeuble.

Dans le cas des habitations non collectives telles que pavillons, non soumises à un règlement de copropriété, REUNICABLE confie le soin à l'Opérateur de recueillir, lors de la réalisation du Câblage Client Final, le consentement du propriétaire quant à la Convention Immeuble figurant à l'annexe 6. Celle-ci donne expressément le droit pour REUNICABLE ou ses sous-traitants, dont l'Opérateur, d'implanter dans l'immeuble la Ligne FTTH et en attribue la propriété à REUNICABLE.

L'Opérateur peut être amené durant les Jours ouvrables à intervenir en Immeuble FTTH à l'occasion du Raccordement du Client Final et des opérations de maintenance qu'il peut être amené à effectuer, suivant les modalités prévues dans le présent Contrat, sur un Câblage Client Final qui dessert un de ses Clients Finals.

Dans le cas d'un immeuble collectif et à compter de l'Avis de Mise à Disposition de Logements Raccordables, REUNICABLE fera parvenir un courrier au Gestionnaire de l'Immeuble concerné, l'avisant du fait que l'Opérateur sera susceptible d'intervenir dans ledit Immeuble FTTH. Une copie de ce courrier sera adressée à l'Opérateur pour faciliter son accès audit immeuble.

En outre, REUNICABLE fera parvenir à l'Opérateur un mandat au terme duquel l'Opérateur pourra exciper de l'autorisation d'accès à l'Immeuble concerné accordée à REUNICABLE au titre de la Convention Immeuble.

Avant toute intervention de l'Opérateur, quelle qu'en soit la finalité, sur les Lignes déployées dans un Immeuble FTTH, celui-ci devra notifier cette intervention selon les modalités définies en annexe 7.

Notamment, afin de prévenir autant que possible les difficultés d'accès de l'Opérateur à l'Immeuble FTTH lors de son raccordement au Câblage Client Final, celui-ci devra notifier ses dates d'intervention et objet de celle-ci à REUNICABLE, conformément à l'annexe 7, en respectant un délai de préavis de 5 (cinq) Jours ouvrés.

L'Opérateur s'engage pour son propre compte et lorsqu'il recourt à un Sous-traitant, à réaliser les travaux et à faire réaliser les travaux lors de ses interventions dans les Immeubles FTTH conformément à l'ensemble des règles de l'art en vigueur et, en toute hypothèse, en respectant les dispositions des Spécifications Techniques d'Accès au Service et de la Charte qualité de REUNICABLE figurant en annexes 3 et 4 des présentes. Le périmètre de ces interventions concerne le Câblage Client Final en vue du raccordement d'un Client Final.

En cas de Travaux Spécifiques et nécessaires identifiés par l'Opérateur à l'occasion ou lors d'une telle intervention, l'Opérateur devra se rapprocher de REUNICABLE et lui faire parvenir les spécifications détaillées des opérations envisagées, afin que REUNICABLE soit en mesure de présenter la demande d'autorisation de travaux auprès du gestionnaire de l'Immeuble FTTH ou de tout autre tiers. Ces travaux ne pourront débuter qu'une fois ladite autorisation obtenue.

Lorsqu'il recourt à un ou des sous-traitants, l'Opérateur s'assure que ceux-ci respecteront les Spécifications Techniques d'Accès au Service et la Charte qualité de REUNICABLE. L'Opérateur est entièrement responsable des Sous-traitants auxquels il a recours et assure les contrôles nécessaires. En conséquence, l'Opérateur garantit REUNICABLE contre tous dommages résultant de son intervention ou de celles de son ou ses Sous-traitants.

L'Opérateur communique à REUNICABLE, la liste des Sous-traitants intervenant par commune lors de la signature du Contrat et la tient à jour en informant REUNICABLE de toute modification apportée à cette liste au minimum 5 (cinq) Jours Ouvrés avant la prise d'effet de toute modification sur cette liste.

REUNICABLE pourra réaliser des audits afin de vérifier que les interventions réalisées par l'Opérateur et ses sous-traitants sont conformes aux obligations des présentes.

En cas de non-respect des dispositions des Spécifications Techniques d'Accès au Service ou de la Charte qualité de REUNICABLE, REUNICABLE adresse une notification à l'Opérateur par courrier recommandé avec accusé de réception. L'Opérateur est tenu de procéder à ses frais, soit aux modifications nécessaires, soit à la remise en état initiale des lieux dans un délai de 20 (vingt) Jours Ouvrés à compter de la réception de ladite notification. A défaut et passé le délai susvisé, REUNICABLE se réserve la possibilité de réaliser ou de faire réaliser ces travaux aux frais de l'Opérateur.

En cas de violations graves et/ou répétées des dispositions des Spécifications Techniques d'Accès au Service ou de la Charte qualité de REUNICABLE, REUNICABLE peut interdire définitivement ou temporairement l'intervention de l'Opérateur ou d'un de ses Sous-traitants en adressant à l'Opérateur une lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date d'effet et le motif de l'interdiction ainsi que sa durée si l'interdiction est temporaire. L'Opérateur est tenu de respecter les interdictions édictées par REUNICABLE dans le cadre du présent article et notamment doit prendre toutes les mesures nécessaires auprès de son Sous-traitant afin de rendre effectives les sanctions prononcées à son encontre par REUNICABLE.

Le Sous-traitant est soumis aux mêmes obligations de confidentialité que l'Opérateur, telles que détaillées à l'article 28 ci-après. Ce dernier garantit REUNICABLE du respect par son Sous-traitant desdites dispositions.

En sus des stipulations du présent article, REUNICABLE fera connaître en tant que de besoin les conditions de l'offre de raccordement des immeubles pour lesquels il n'en est pas l'opérateur.

11.ACTIVATION D'UNE LIGNE ET RACCORDEMENT DU CLIENT FINAL

L'Opérateur peut selon les termes des présentes demander à ce qu'une Ligne FTTH lui soit mise à disposition. Dans tous les cas il procède au niveau du PM à l'installation d'une jarretière afin de brasser la Ligne. Il assure, à ses risques et à ses frais, la déconnexion de la jarretière qui était éventuellement connectée préalablement à la Ligne.

11.1. FOURNITURE D'INFORMATIONS PAR REUNICABLE EN VUE DU RACCORDEMENT D'UN CLIENT FINAL

Pour raccorder un Client Final, l'Opérateur envoie une demande d'affectation de fibre à REUNICABLE. REUNICABLE envoie aux coordonnées de l'Opérateur figurant en annexe 12 par voie électronique un avis d'affectation de fibre conformément à la rubrique « CR_Cmd_Acces »

L'opérateur s'engage à ne pas mettre en service des clients finaux avant la date de mise en service commerciale du câblage de site, tel que défini au paragraphe 8.6.

Les commandes d'accès, cependant, peuvent être envoyées à REUNICABLE dès réception du fichier CRMAD par l'opérateur.

Lorsque cet avis est positif, il précise :

- le numéro de PTO
- l'identifiant commercial de la prestation relative à la mise à disposition d'une Ligne FTTH
- les caractéristiques techniques nécessaires à la mise à disposition d'une Ligne FTTH

Lorsque REUNICABLE ne peut pas affecter une fibre optique immédiatement dans les cas suivants :

- Commande par l'Opérateur d'une mise à disposition d'une ligne sur un immeuble FTTH sans prise existante en cas de saturation de PB, en cas de tau d'équipement en PTO élevé par rapport au nombre de Logements FTTH à l'adresse concernée, ou en cas de commande sur immeuble pré-équipé,
- Commande par l'Opérateur d'une mise à disposition d'une Ligne existante sans fourniture de référence de PTO du logement de son Client Final

REUNICABLE envoie un compte-rendu de commande positif qui ne précise pas le numéro de PTO ni les caractéristiques techniques nécessaires à la mise à disposition d'une Ligne FTTH, mais indique qu'un appel à la hotline FTTH de REUNICABLE est un pré-requis nécessaire pour disposer de ces informations.

Lorsque cet avis est négatif, il précise le motif du rejet et clôture la commande.

Cet avis d'affectation de fibre sera communiqué en ayant recours à un traitement

- automatisé dans 80% des cas et le délai d'envoi sera alors inférieur à un Jour Ouvré à compter de la demande d'affectation de l'Opérateur,
- nécessitant une intervention manuelle dans 20% des cas et le délai d'envoi sera alors inférieur à 5 Jours Ouvrés à compter de la demande d'affectation de l'Opérateur.

En cas de non-respect des engagements sur 95 % des commandes tel que défini ci-dessus, REUNICABLE s'engage à verser une pénalité forfaitaire telle que définie dans l'Annexe 2 du contrat, dans le cas où le non-respect en cause est exclusivement imputable à REUNICABLE.

11.2. MISE A DISPOSITION D'UNE LIGNE A L'OPERATEUR

POUR L'ENSEMBLE DES COMPTES RENDUS POSITIFS DE COMMANDES ENVOYES PAR REUNICABLE A L'OPERATEUR, POUR DES DEMANDES DE MISE A DISPOSITION DE LIGNE FTTH SUR LIGNES EXISTANTES OU A CONSTRUIRE DURANT UN MOIS DONNE, REUNICABLE S'ENGAGE A CE QUE LE TAUX D'ECHECS D'ACCES A LA BOUCLE LOCALE MUTUALISEE DE REUNICABLE TEL QUE DEFINI DANS LA DECISION N°2020-1432 DE L'ARCEP DATEE DU 8 DECEMBRE 2020, N'EXCEDE PAS 6% DE CET ENSEMBLE.

Ce taux d'échec d'accès à la boucle locale mutualisée prend en compte les cas d'échecs suivants :

- Les commandes qui ont fait l'objet d'un CR MAD KO cause OI,
- En mode STOC, les commandes qui ont fait l'objet d'une notification de l'échec de l'intervention pour une cause OI et qui ne sont pas traitées en reprovisionnement depuis plus de 30 jours
- En mode OI, les commandes qui n'ont pas fait l'objet d'un CR MAD depuis plus de 60 jours (hors des échecs causés par l'Opérateur ou par son Client Final)

En cas de non-respect du taux d'échec tel que visé ci-dessus, pour une cause exclusivement imputable à REUNICABLE, REUNICABLE s'engage, sous réserve des cas d'exclusions expressément mentionnés aux présentes conditions, à verser à la demande de l'Opérateur, une pénalité forfaitaire telle que définie en annexe 2 « Pénalités ».

Le compte-rendu de mise à disposition de Ligne FTTH est communiqué :

- Pour au moins 95% des commandes dans un délai inférieur à un jour ouvré à compter de la date d'émission du compte-rendu de commande OK

Cet engagement de délai ne porte que sur les commandes envoyées par l'Opérateur indiquant que la Ligne FTTH est existante et avec communication de la référence de la PTO lors du passage de commande.

En cas de non-respect des engagements sur 95% des commandes tels que définis ci-dessus, REUNICABLE s'engage, sous réserve des cas d'exclusion expressément mentionnés au contrat, et selon les modalités qui y sont stipulées, à verser à la demande de l'Opérateur, une pénalité forfaitaire, dans le cas où le non-respect est exclusivement imputable à REUNICABLE.

11.2.1. CAS OU LE RACCORDEMENT FINAL N'EXISTE PAS

Construction du Câblage Client Final par l'Opérateur :

Lorsque pour une ligne dont l'Opérateur a demandé la mise à disposition, le Câblage Client Final n'existe pas, Reunicable envoie la commande STOC conformément aux modalités de l'annexe 11. L'Opérateur intervenant en tant que prestataire de REUNICABLE, procède ensuite au Raccordement du Client Final. L'Opérateur devra respecter les STAS et les dispositions de la « Charte Qualité REUNICABLE » qui figurent en Annexes 3 et 4. Il opère le raccordement de la fibre optique affectée au Client Final au niveau du PB conformément aux informations transmises par REUNICABLE et réalise les opérations de brassage au PM.

Les opérations de Raccordement du Client Final s'analysent en tant que prestation réalisée de bout en bout, ce qui implique notamment d'assurer la continuité optique entre le PB et la PTO mais également de réaliser ou réserver le génie civil nécessaire à l'opération de déploiement, ainsi qu'obtenir l'autorisation de raccordement du propriétaire de l'immeuble préalablement au raccordement de celui-ci en s'assurant qu'il a bien signé une Convention Immeuble au profit de REUNICABLE. Il en va de même pour toute autorisation à recueillir auprès d'un tiers pour notamment utiliser un appui (y compris tout diagnostic amiante nécessaire), passer en façade ou en surplomb. En ce cas REUNICABLE recueille toutes les autorisations nécessaires.

En cas d'incident rencontré lors du raccordement du Client Final, l'Opérateur prend contact les jours ouvrables avec le Guichet unique de REUNICABLE dont les coordonnées figurent en annexe 12

Si celui-ci ne parvient pas à résoudre lors de l'appel la difficulté identifiée, l'Opérateur pourra ouvrir un ticket d'incident auprès du Guichet unique suivant la procédure décrite à l'article 12.

A l'issue des opérations techniques, l'Opérateur envoie à REUNICABLE dans les 20 (vingt) Jours Ouvrés au maximum un compte rendu de raccordement du Client Final. Ce compte rendu doit préciser la fibre réellement utilisée au niveau du PB (si différente de l'affectation), la catégorie tarifaire du Câblage Client Final réalisé ainsi que les conditions opérationnelles de la réalisation. L'Opérateur réalise l'installation intérieure du Client Final en amont de la PTO selon les dispositions des STAS et de la « Charte Qualité REUNICABLE ».

En l'absence de compte-rendu retourné par l'Opérateur dans le délai précité, REUNICABLE pourra réaffecter les fibres affectées à l'Opérateur à un autre Opérateur Commercial et facturera les pénalités prévues à l'Annexe 2.

Les coûts de réalisation de ces opérations techniques seront facturés par l'Opérateur à REUNICABLE en conformité avec la catégorie tarifaire retenue dans la limite tarifaire de la catégorie la plus élevée figurant en Annexe 2, qui à son tour les refacturera à l'Opérateur au titre des frais d'accès à la ligne, majoré des frais de gestion. REUNICABLE pourra procéder ou faire procéder à des audits techniques destinés à vérifier la qualité de réalisation de ces opérations techniques, l'adéquation de la catégorie tarifaire choisie par rapport à la réalité des travaux réalisés et leur conformité avec les procédures décrites en annexe 7. En cas de manquement avéré aux règles du Contrat, REUNICABLE pourra appliquer des sanctions identiques à celles prévues à l'Article 10.

Construction du Câblage Client Final par REUNICABLE en tant qu'Opérateur d'Immeuble

Dans les cas où l'Opérateur ne souhaite pas exercer la maîtrise d'œuvre de la réalisation des Câblages Client Final visée à l'article ci-dessus, REUNICABLE propose en tant qu'Opérateur d'Immeuble, une prestation de réalisation de Câblage Client Final, permet à l'Opérateur de prendre les rendez-vous avec les Clients Finaux.

La prestation consiste en la construction par REUNICABLE, au sein d'un Immeuble FTTH ou d'une Maison Individuelle FTTH, dont elle est l'Opérateur d'Immeuble, d'un Câblage Client Final pour un Client Final de l'Opérateur. Elle fait suite à la réservation par l'Opérateur d'un rendez-vous avec le Client Final et à une commande de mise à disposition d'une Ligne FTTH formulée par l'Opérateur.

Elle comprend :

- l'acceptation par REUNICABLE de la réservation du rendez-vous pris par l'Opérateur avec le Client Final,
- la fourniture du matériel nécessaire (PTO, câble de branchement, goulottes...),
- les outils (outils d'installation, de tests),
- la construction du Câblage Client Final,
- la mise en continuité optique de la Ligne FTTH,
- la recette et les tests de qualification du Câblage Client Final

REUNICABLE fournit cette prestation de construction entre le Point de Branchement Optique et la Prise Terminale Optique conformément aux STAS.

Cette prestation n'englobe ni la réalisation d'une desserte Interne au local du Client Final de l'Opérateur, ni la mise en service d'équipements du Client Final ou d'équipements mis à disposition du Client Final par l'Opérateur.

Seules les opérations afférentes à la continuité optique du Point de Mutualisation au Point de Terminaison Optique sont incluses dans le périmètre de la prestation. Sont exclues, notamment, les prestations d'installation chez le Client Final au-delà du Point de Terminaison Optique et les prestations de connexion au Point de Mutualisation de la Ligne FTTH avec la fibre optique en provenance du réseau de l'Opérateur. En outre cette prestation ne comprend aucune opération de soudure, ou d'installation de coupleurs au niveau du Point de Mutualisation.

REUNICABLE réalise la prestation de mise en continuité optique de la ligne FTTH avec les équipements de l'Opérateur au PM, conformément aux instructions communiquées par l'Opérateur dans sa commande de Ligne FTTH.

11.2.2. CAS OU LE RACCORDEMENT FINAL EXISTE

L'Opérateur est informé par REUNICABLE de l'existence pour le Client Final concerné d'un Câblage Client Final. Il est alors facturé par REUNICABLE de Frais d'accès au service dont le tarif est indiqué en Annexe 2 en vigueur à la date de la mise en service et qui est déterminé en fonction de :

- La catégorie choisie lors de sa construction, conformément à l'Annexe 2
- L'âge du Câblage Client Final, c'est à dire la durée qui s'est écoulée depuis sa construction.
- La prise en compte de frais de gestion.

REUNICABLE reversera le montant des frais d'accès à l'Opérateur Co-investisseur ou bénéficiaire de l'offre de location à la ligne qui bénéficiait auparavant de l'usage de la Ligne mais conservera le montant des frais de gestion.

Dans le cas où le Câblage Client Final ne serait pas fonctionnel, l'Opérateur le remet à ses frais en état.

11.3. MANDAT PREALABLE

L'Opérateur s'assurera de disposer d'un mandat de son Client Final et sera en mesure d'en justifier à première demande de REUNICABLE.

L'Opérateur est libre de déterminer le moment d'obtention, la forme et le contenu du mandat lui permettant de réaliser la demande de Raccordement Client Final dès lors que celui-ci comporte de façon non équivoque l'autorisation pour l'Opérateur de faire au nom du Client la démarche d'affecter la Ligne FTTH installée à la fourniture d'un service de communication électronique à son bénéfice.

Par ailleurs, il appartiendra à l'Opérateur d'y informer formellement le Client Final des conséquences liées à la signature de ce mandat, en particulier, de la résiliation consécutive de l'ensemble des services de communication électronique précédemment opérés par le biais de la Ligne FTTH considérée, de façon à ce que REUNICABLE ne puisse jamais être inquiétée ou recherchée pour ce motif.

L'Opérateur s'assurera que ses éventuels clients titulaires d'une offre de gros respectent également ces engagements.

11.4. MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION

REUNICABLE précisera par des mises à jour de l'Annexe 11 ou des STAS les modalités de commande, de résiliation, d'utilisation et de livraison des Lignes FTTH et des Câblages Clients Finaux.

12. REPRISE DES MALFAÇONS

Le présent article décrit les modalités applicables en cas de Malfaçons pouvant être constatées sur l'infrastructure FTTH de REUNICABLE.

On entend par « Malfaçon » une non-conformité constatée sur le segment PTO-PM, PM inclus, à l'issue d'une intervention de l'Opérateur ou de ses intervenants, en production ou en SAV, au regard des principes définis au Contrat, notamment les STAS, et aux règles de l'art.

Les conditions de reprise des Malfaçons ou de remise en conformité par REUNICABLE pourront être amenées à évoluer en fonction des travaux en cours notamment dans le cadre du Groupe Interop Fibre ou du Groupe de travail ARCEP « GT Exploitation ».

12.1. REPRISE DE MALFAÇONS – CAS GENERAL (RESPONSABILITE IDENTIFIEE)

Si une malfaçon est constatée, et que la responsabilité de l'Opérateur est dûment justifiée par REUNICABLE, cette dernière transmet à l'Opérateur par voie électronique un rapport accompagné des données de référence concernant ladite malfaçon et le cas échéant d'une ou plusieurs pièces (photographies, plans,...) justifiant la responsabilité de l'Opérateur et décrivant la ou les typologies des Malfaçons à reprendre selon le format décrit en annexe « Prix » applicable.

Suite à la notification par REUNICABLE à l'Opérateur d'une Malfaçon dans les conditions décrites ci-dessus :

- Dans le cas où l'Opérateur ne conteste pas l'imputation de la Malfaçon, l'Opérateur doit reprendre ladite Malfaçon, à ses frais, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification par REUNICABLE à l'Opérateur de ladite Malfaçon. Ce délai de trente (30) jours calendaires pourra être prolongé par REUNICABLE sur demande de l'Opérateur en cas de circonstances exceptionnelles.

Dès lors qu'une Malfaçon a été reprise par l'Opérateur, ce dernier le notifie par voie électronique à REUNICABLE à l'adresse indiquée à l'annexe 12 « Coordonnées et contacts » du contrat.

- Dans le cas où l'Opérateur considère qu'une Malfaçon lui est imputée à tort, il le notifie à REUNICABLE par voie électronique à l'adresse indiquée à l'annexe 12 « Coordonnées

et contacts » du contrat, dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la date de notification par REUNICABLE. Les parties arbitreront alors l'imputabilité de la Malfaçon :

- Si les parties se mettent d'accord sur l'imputabilité de la Malfaçon à l'Opérateur, ce dernier doit reprendre à ses frais ladite Malfaçon. Si la reprise a été réalisée par REUNICABLE, l'Opérateur se verra facturé par REUNICABLE de la reprise réalisée par REUNICABLE aux tarifs indiqués en annexe « Prix » de la présente offre.
- Si les parties se mettent d'accord sur la non-imputabilité de la Malfaçon à l'Opérateur, ce dernier est alors libéré de son obligation de reprise. Si le responsable de la Malfaçon n'est pas identifié par la suite, alors REUNICABLE applique les stipulations décrites dans l'article 12.3 ci-après

Dès lors qu'une Malfaçon qui lui est imputable n'a pas été reprise par l'Opérateur dans les délais prévus, REUNICABLE peut prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires et effectuer tous les travaux nécessaires pour mettre fin aux désordres signalés.

Ces mesures conservatoires font l'objet d'une notification préalable avant intervention par REUNICABLE et seront suivies par les deux parties. Toute intervention dans ce contexte, si elle est réalisée par REUNICABLE, reste à la charge de l'Opérateur et lui est donc facturée :

- Soit dans les conditions tarifaires précisées à l'annexe « Prix » en cas de reprise
- Soit dans les conditions tarifaires précisées à l'annexe « Pénalités » en cas d'impossibilité de reprise par REUNICABLE du fait de la localisation de ladite Malfaçon sur un périmètre de la responsabilité de l'Opérateur. Dans ce cas, il appartient à l'Opérateur d'assurer la reprise de la Malfaçon.

A la demande de l'Opérateur, toute facturation d'une intervention réalisée par REUNICABLE peut faire l'objet de la fourniture par REUNICABLE de photographies justificatives présentant la Malfaçon avant et après correction par REUNICABLE.

Il est précisé que si REUNICABLE constate, lorsqu'elle se déplace afin de réaliser la reprise d'une Malfaçon, que l'Opérateur a repris la Malfaçon signalée mais n'en a pas informé REUNICABLE, et sous réserve que REUNICABLE ait informé préalablement l'Opérateur de son intention de procéder aux travaux de reprise, alors REUNICABLE facture l'Opérateur une pénalité pour déplacement à tort au PM telle qu'indiqué à l'Annexe 2 « Tarifs et Pénalités » de la présente offre.

Lors d'opérations de reprise des Malfaçons par REUNICABLE, si celle-ci effectue des reprises sur différents éléments de réseau, alors REUNICABLE mutualise les « frais de déplacement ». De ce fait, REUNICABLE ne facture qu'une seule fois les frais de déplacement pour les différents éléments.

Les factures de Malfaçons sont envoyées trimestriellement à l'Opérateur.

12.2. REPRISE DE MALFAÇON – CAS CRITIQUE (RESPONSABILITE IDENTIFIEE)

Dans le cas d'une Malfaçon « critique », c'est-à-dire pouvant présenter un danger grave et imminent pour les personnes et entraîner la responsabilité de REUNICABLE à ce titre, REUNICABLE peut prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires et effectuer tous les travaux nécessaires pour mettre fin aux désordres signalés.

Ces mesures conservatoires font l'objet d'une notification par REUNICABLE et seront suivies par les deux parties. Toute intervention dans ce contexte, si elle est réalisée par REUNICABLE, reste à la charge de l'Opérateur et lui sera donc facturée dans les conditions tarifaires prévues à l'annexe « Prix » applicable.

A la demande de l'Opérateur, toute facturation d'une intervention réalisée par REUNICABLE pourra faire l'objet de la fourniture par REUNICABLE de photographies justificatives présentant la Malfaçon avant et après correction par REUNICABLE.

Si, à la suite de l'intervention de REUNICABLE pour remédier aux désordres, des non-conformités demeurent à reprendre par l'Opérateur, celles-ci lui sont signalées pour reprise conformément à l'article 12.1 ci-dessus.

12.3. REPRISE DE MALFAÇONS – CAS PARTICULIER SANS RESPONSABLE IDENTIFIE

12.3.1. REPRISE UNITAIRE D'UNE MALFAÇON

REUNICABLE signale par courrier électronique à l'ensemble des opérateurs concernés toute Malfaçon constatée sans responsable identifié en précisant :

- La nature de la Malfaçon
- Les données de référence,
- Une ou plusieurs pièces complémentaires (photographies, plans) ou tout autre document que REUNICABLE jugerait utile le cas échéant,
- La ou les typologies de Malfaçon à reprendre selon le format décrit en annexe « Prix » applicable.

Toute Malfaçon constatée par REUNICABLE sans responsable identifié fait l'objet d'une reprise par REUNICABLE dans les meilleurs délais. Les modalités tarifaires applicables sont indiquées à l'article 12.4.

12.3.2. CAS DE MALFAÇONS AU PM JUSTIFIANT UNE REMISE EN CONFORMITE PAR L'OI

Le présent article décrit les modalités applicables en cas d'intervention nécessaire de REUNICABLE sur des PM dont l'état de dégradation suite à des Malfaçons répétées justifie une remise en conformité par l'OI de ces PM dans les conditions définies ci-dessous.

Conformément aux travaux du groupe de travail ARCEP « GT exploitation », une Remise En Conformité est « une opération consistant à remettre le PM dans les règles de l'art en ce qui concerne son état physique et réaliser les relevés terrain et mises à jour SI nécessaires afin que les différents SI (OC et OI) soient alignés avec le terrain ».

Description de l'opération de « remise en conformité PM »

La remise en conformité PM est réalisée à l'initiative de REUNICABLE et consiste dans la reprise de l'ensemble des cordons des clients finaux raccordés au PM concerné par l'opération. REUNICABLE informe l'opérateur dans le respect d'un délai de prévenance de 10 Jours Ouvrés.

Dans le cadre de la remise en conformité PM, REUNICABLE intervient seul (sans la contribution des opérateurs commerciaux) pour :

- Réaliser toutes les opérations préalables nécessaires à la remise en conformité du PM,
- Déposer tous les cordons à zéro – tous opérateurs confondus,
- Remettre les bouchons transparents sur les modules coupleurs et têtes de distribution,
- Le cas échéant, réaliser un changement d'ingénierie (système de brassage...),
- Reprendre les cordons en branchant chaque cordon sur sa position initiale,
- Réaliser les relevés terrain.

A l'issue de l'opération, REUNICABLE envoie à l'Opérateur un compte-rendu d'intervention avec le relevé terrain lui permettant de mettre à jour son Système d'Information.

12.4. MODALITES TARIFAIRES ET FACTURATION

Les tarifs applicables relatifs aux reprises des Malfaçons et aux remises en conformité figurent en annexes « Prix » du contrat.

Le forfait applicable au PM est multiplié par le ratio R calculé comme suit :

$$R = 1 / (N+1)$$

Avec N = nombre d'opérateurs présents au PM

A la demande de l'Opérateur, toute facturation d'une intervention réalisée par REUNICABLE peut faire l'objet de la fourniture par REUNICABLE de photographies justificatives présentant l'état du PM avant et après correction par REUNICABLE.

Les reprises de Malfaçons ou de remise en conformité PM dans les conditions décrites ci-dessus sont facturées trimestriellement.

13. PRINCIPES GENERAUX DE MAINTENANCE / SAV DES INFRASTRUCTURES FTTH PAR REUNICABLE

REUNICABLE opère la maintenance des Infrastructures FTTH qu'il a déployées conformément aux stipulations de l'Annexe 5, en ce compris le cas échéant les éléments qui compose le Raccordement au NRO et en assure un fonctionnement conforme aux STAS. REUNICABLE assure donc la maintenance sur les équipements suivants :

- Les PM ;
- La partie des Lignes comprise entre le PM et le PB inclus ;
- Les fibres et équipements déployés au titre du Raccordement au NRO.

REUNICABLE est responsable des opérations de maintenance et de SAV du Câblage de Client Final, et de l'ensemble du câblage mutualisé, du PM à la PTO, y compris la jarretière ou la soudure située au PM, sauf si l'Opérateur demande à effectuer cette maintenance à ses frais.

En cas de survenance d'une anomalie ou d'un incident sur les équipements dont il est responsable, REUNICABLE assure les prestations suivantes :

- accueil des signalisations d'incident déposées par l'Opérateur, uniquement après pré localisation du défaut par celui-ci. Aucune signalisation émanant d'un tiers (Clients Finals, Sous-traitants, ...) ne sera prise en compte par REUNICABLE et il n'y sera pas répondu ;
- réparation de l'incident incombant à REUNICABLE à distance lorsque cela est possible, suite à l'appel d'un Opérateur réalisant le Raccordement d'un Immeuble FTTH ou d'un Client Final, ou à défaut, par une intervention sur site ;
- fourniture d'un compte rendu de rétablissement qui clôture l'incident et détermine la fin du délai de rétablissement.

A cet effet, les Parties se transmettent réciproquement, à la signature du présent Contrat, les coordonnées de leur guichet de SAV. Les coordonnées du Guichet Unique de SAV de REUNICABLE sont précisées en Annexe 8 du présent contrat.

Le Guichet Unique SAV de REUNICABLE est accessible aux horaires mentionnés dans la même annexe. Toute personne susceptible d'être impliquée dans des échanges liés aux signalisations devra pouvoir s'exprimer en langue française.

Une signalisation transmise à tort est une signalisation transmise par l'Opérateur au Guichet Unique SAV de REUNICABLE et pour laquelle les Infrastructures FTTH maintenues par REUNICABLE ne sont pas la cause du dysfonctionnement, objet de la signalisation de l'Opérateur.

Toute signalisation transmise à tort sera facturée par REUNICABLE à l'Opérateur selon le tarif forfaitaire qui figure à l'Annexe 2.

En cas de contestation par l'Opérateur d'une qualification de signalisation transmise à tort à REUNICABLE, il appartient à l'Opérateur de démontrer que le dysfonctionnement est bien imputable à REUNICABLE.

13.1. DEPOT DE LA SIGNALISATION PAR L'OPERATEUR

L'Opérateur transmet les signalisations conformément à l'Annexe 8 au Guichet Unique SAV. Le dépôt de la signalisation doit obligatoirement préciser l'identifiant du PM et le cas échéant l'identifiant du Câblage Client Final, affecté(s) par le dysfonctionnement. L'identifiant du Câblage Client Final est celui fourni lors de la demande de raccordement du Client Final. L'identifiant du PM est celui fourni lors de la Mise à disposition du PM.

L'Opérateur rassemble et fournit à REUNICABLE lors du dépôt de la signalisation, tous les éléments et informations nécessaires au traitement de la signalisation ainsi que le résultat de ses investigations sur le

dérangement et plus généralement toute information ou renseignement pouvant s'avérer utile à faciliter le diagnostic.

Lors d'une intervention pour le Raccordement d'un Client Final, l'Opérateur peut déposer une signalisation par téléphone auprès du Guichet Unique SAV.

13.2. RECEPTION DE LA SIGNALISATION

Le Guichet Unique SAV de REUNICABLE vérifie la conformité de la signalisation (complétude et cohérence des informations fournies par l'Opérateur) et enregistre la signalisation. Reunicable accuse réception de la signalisation dans les 2 Jours ouvrés qui suivent le dépôt de la signalisation qui est alors prise en compte par REUNICABLE.

En cas de non-conformité, REUNICABLE rejette la signalisation.

Dans tous les cas, REUNICABLE fournit un numéro de référence à l'Opérateur par le biais du même canal que celui utilisé pour le dépôt de signalisation.

Lors des échanges ultérieurs concernant une signalisation donnée, chacune des Parties devra se référer au n° de signalisation attribué par REUNICABLE.

13.3. DELAIS DE RETABLISSEMENT DES LIGNES

REUNICABLE s'engage à rétablir la continuité optique relevant de son domaine de responsabilité à compter de l'accusé de réception du dépôt de signalisation dûment renseigné :

Dans un délai maximal de 10 Jours Ouvrés lorsque la panne se situe entre le PM inclus et le PB exclu pour les câblages d'immeubles avec PB, entre le PM inclus et le DTIO pour les câblages d'immeubles sans PB,

Dans un délai de 10 heures ouvrées lorsque la panne se situe entre le NRO (cordon inclus) et le point de livraison du lien NRO-PM au PM (jarretière exclue) à la condition que la localisation indiquée par l'Opérateur soit sur ce tronçon.

Aucun délai ne peut être garanti en cas d'atteinte à l'intégrité du réseau.

En cas de nécessité de prise de rendez-vous avec le Client Final et quelle que soit la localisation de la panne, REUNICABLE fera ses meilleurs efforts pour rétablir la Ligne FTTH dans les meilleurs délais.

Cette disposition ne s'applique pas pour tout évènement dont le caractère exceptionnel entraîne peu ou prou la qualification en tant que cas de force majeure telle que visée à l'article 23 ci-dessous.

13.4. CLOTURE DE LA SIGNALISATION

REUNICABLE établit et transmet un compte rendu de rétablissement à l'Opérateur. Ce compte rendu matérialise la fin du traitement de la signalisation par REUNICABLE et donc sa clôture.

Il rappelle la date et l'heure de la signalisation (date d'enregistrement par REUNICABLE), la description de la signalisation fournie par l'Opérateur, mentionne la cause de l'incident, les remèdes apportés par REUNICABLE et la date et l'heure du rétablissement.

Lorsque l'incident ne relève pas de la responsabilité de REUNICABLE (signalisation transmise à tort), cet avis de clôture d'incident mentionne le constat d'absence de responsabilité de REUNICABLE.

13.5. MAINTENANCE DU CÂBLAGE CLIENT FINAL PAR L'OPERATEUR

L'Opérateur qui souhaite intervenir, sous sa responsabilité, sur le Câblage Client Final d'une ligne FTTH qu'il utilise, réalise l'intervention directement, dans le respect des STAS, sans qu'il soit nécessaire

d'informer préalablement REUNICABLE au titre du présent contrat. En tout état de cause, l'opérateur reste redevable du prix de la maintenance sur le Câblage Client Final.

Il est expressément convenu entre les Parties que l'opérateur est seul responsable du recouvrement éventuel, auprès de tout tiers étant à l'origine d'un quelconque défaut sur le Câblage Client Final, de tout ou partie du montant des frais qu'il a engagés au titre de cette intervention

13.6. TRAVAUX PROGRAMMES

Pour assurer le maintien de la qualité des Lignes FTTH, ainsi que celui du Raccordement au NRO, REUNICABLE peut être amenée à réaliser des travaux susceptibles d'affecter temporairement le bon fonctionnement desdits équipements. REUNICABLE s'efforcera, dans toute la mesure du possible, de réduire les perturbations qui peuvent en résulter pour l'Opérateur. En outre, et avant chaque intervention, REUNICABLE s'efforcera de transmettre à l'Opérateur, en respectant un préavis de 10 (dix) Jours Ouvrés avant la date prévue d'intervention, les dates, heures et durées prévisionnelles d'interruption du service.

Dans le cas où les infrastructures sur lesquelles l'Opérateur dispose d'un droit d'usage sont seules susceptibles d'être affectées par les travaux, REUNICABLE convient avec lui de la plage horaire d'intervention dans les limites horaires relatives au SAV telles que précisées à l'Annexe 8.

Dans le cas exceptionnel où, à la demande de l'Opérateur et après étude, les travaux programmés ont lieu à une heure non-ouvrable, les frais supplémentaires engagés par REUNICABLE sont à la charge de l'Opérateur. Un devis sera préalablement établi et transmis à l'Opérateur.

Les interruptions de service dues à des travaux qui ont été programmés par REUNICABLE, soit avec un préavis de l'Opérateur supérieur à 10 (dix) Jours Ouvrés, soit en accord avec l'Opérateur et réalisés sur la plage horaire négociée, ne sont pas considérées comme incidents. A ce titre, elles ne sont pas prises en compte dans les engagements décrits ci-dessus.

13.7. PRESTATION OPTIONNELLE DE RETABLISSEMENT D'UNE LIGNE FTTH AVEC DELAI GARANTI

REUNICABLE propose à la souscription une prestation de maintenance optionnelle avec une garantie de temps de rétablissement (ci-après « GTR ») pour toute ligne FTTH.

• Objet

Cette prestation optionnelle a pour objet de fournir une GTR au choix de l'Opérateur et non cumulable avec une autre option GTR :

- de dix (10) heures, en heures dites ouvrables (ci-après « GTR 10 HO ») pour tout défaut signalé par l'Opérateur sur une ligne FTTH.
- de quatre (4) heures, en heures dites ouvrables (ci-après « GTR 4 HO ») pour tout défaut signalé par l'Opérateur sur une ligne FTTH.
- de quatre (4) heures, en heures dites non ouvrables (ci-après « GTR 4 HNO ») pour tout défaut signalé par l'Opérateur sur une ligne FTTH.

Les HO courent du lundi au vendredi, hors jours fériés, de huit (8) heures à dix-sept (17) heures, les HNO courent sur toutes les plages non couvertes par les HO.

- **Durée**

L'option est souscrite pour une durée d'engagement de minimum douze (12) mois. Au-delà des douze (12) premiers mois elle devient à durée indéterminée et l'Opérateur peut la résilier à tout moment.

- **Prix**

Le prix des options GTR 10 HO, GTR 4 HO et GTR 4 HNO sont précisés dans l'Annexe 2 intitulée tarifs et pénalités.

En cas de résiliation de l'option au cours de la période initiale d'engagement de douze mois, sont dues par l'Opérateur toutes les mensualités restant à courir jusqu'à la fin de cette période initiale.

- **Souscription**

Seules les lignes FTTH souscrites par l'Opérateur sont éligibles à la souscription de l'option GTR. Cette souscription pourra être effectuée soit lors de la commande de la mise à disposition de la ligne FTTH soit par envoi d'une commande de modification de la ligne FTTH.

- **Mise en œuvre et signalisation**

La mise en œuvre de l'option GTR implique le dépôt par l'Opérateur (à l'exclusion de tout tiers comme un client de l'Opérateur ou un sous-traitant de l'Opérateur) d'une signalisation au guichet SAV de REUNICABLE selon le protocole SAV en vigueur. Pour toute prise en compte par REUNICABLE, le dépôt de signalisation réalisé par l'Opérateur doit obligatoirement contenir :

- Les coordonnées du Client Final
- Les plages horaires d'accessibilité dans le Local FTTH du Client Final.

Ces informations sont nécessaires pour les cas où le rétablissement de la ligne FTTH nécessite une prise de rendez-vous avec le Client Final. En pareil cas, le décompte du temps de rétablissement est suspendu jusqu'à la date et l'heure du rendez-vous avec le Client Final.

Tout dépôt de signalisation qui ne contiendra pas les éléments précités sera considéré comme incomplet et ne sera rejeté par REUNICABLE.

Si le Client Final est absent lors de l'intervention de REUNICABLE, la signalisation est clôturée par REUNICABLE qui en informera l'Opérateur.

REUNICABLE accusera réception de la signalisation dans les deux (2) HO du complet dépôt de signalisation. Lorsque la signalisation est complète, REUNICABLE la traitera dans les délais prévus au présent article conformément à l'option souscrite suivant l'accusé de réception envoyé à l'Opérateur.

- **Exclusion**

L'option GTR n'est pas applicable dans les cas suivants :

- Dégradation de la ligne FTTH causée par l'OC, le Client Final ou un tiers
- Un cas de force majeure
- La nécessité pour REUNICABLE d'obtenir une autorisation d'une administration ou d'un tiers avant intervention sur le domaine public ou privé
- Une maintenance programmée

14.SUSPENSION DES PRESTATIONS DE REUNICABLE

14.1. SUSPENSION POUR FAUTE

En cas de non-respect de l'une de ses obligations par l'Opérateur au titre du présent contrat et/ou d'une commande et, en particulier, si une quelconque facture de REUNICABLE reste totalement ou partiellement impayée à son échéance, REUNICABLE pourra, sans préjudice des autres recours dont elle dispose, envoyer à l'Opérateur, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, selon le cas, une mise en demeure de remédier à sa défaillance ou une notification (ci-après « la Notification »). Si la Notification reste sans effet pendant quinze (15) jours ouvrés suivant sa réception par l'Opérateur, REUNICABLE pourra suspendre de plein droit et sans autre formalité les Prestations objet de la commande concernée.

A défaut pour l'Opérateur de remédier à sa défaillance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la suspension des Prestations, REUNICABLE pourra résilier la ou les commande(s) concernée(s) de plein droit et avec effet immédiat aux torts de l'Opérateur qui en supportera toutes les conséquences.

14.2. SUSPENSION A LA DEMANDE D'UNE AUTORITE PUBLIQUE

REUNICABLE pourra, s'il y est obligé pour respecter un ordre, une instruction ou une exigence du Gouvernement, d'une autorité de régulation, ou de toute autorité administrative ou locale compétente, suspendre de plein droit et sans autre formalité les Prestations objet de la commande concernée.

14.3. CONSEQUENCES DE LA SUSPENSION.

La suspension des Prestations entraînera la suspension des paiements et facturations au titre de la commande concernée par la suspension des Prestations, à l'exclusion des sommes restants dues au titre du mois en cours.

L'Opérateur déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent article, en particulier en termes de continuité de son service et ne pourra en aucun cas se retourner contre REUNICABLE pour quelque dommage que ce soit qu'il subirait du fait de cette application.

15. PRIX

Les prix des droits d'usage concédés, des redevances, des Prestations de maintenance / SAV ainsi que les pénalités sont définis en Annexe 2. Ils peuvent être modifiés dans les conditions prévues à l'article 19 ci-après.

Le prix des droits d'usage est dû à REUNICABLE à compter de l'avis de mise à disposition des objets correspondants. Le prix des redevances mensuelles est dû à REUNICABLE dès la mise à disposition et tout au long de celle-ci

Le prix des Prestations de maintenance / SAV est dû pour l'Immeuble FTTH concerné et pour le Raccordement correspondant, à compter de la date de l'Avis de mise à Disposition.

Le prix des Prestations correspondant à la réalisation des travaux exceptionnels est dû à compter du jour de la notification de leur réalisation par REUNICABLE à l'Opérateur. Le coût à la charge de chaque Opérateur sera déterminé en fonction de son niveau d'engagement et sera facturé conformément aux dispositions de l'article 15 des présentes.

16. FACTURATION ET PAIEMENT

16.1. FACTURATION PAR REUNICABLE A L'OPERATEUR

REUNICABLE établira une facture mensuelle à l'Opérateur en règlement :

- Des frais d'accès aux services et redevances mensuelles relatifs aux objets concernés ;

- De la quote-part du coût des Travaux exceptionnels réalisés au cours du mois concerné ;
- des éventuelles pénalités dues par l'Opérateur.

En cas de défaillance du paiement de ces factures, et sans préjudice des intérêts de retard prévus ci-après, REUNICABLE sera en droit de mettre en œuvre les garanties financières prévues à l'article 18 du présent contrat, dans les conditions que ces garanties prévoient.

16.2. CONDITIONS DE VERSEMENT DES DROITS DE SUITE

L'Opérateur établira les factures relatives aux droits de suite qui lui sont dus par REUNICABLE sur la base du bordereau « Droits de Suite » transmis par REUNICABLE, à la suite du versement par un Opérateur Co-investisseur des sommes correspondant aux Droits de Suite de ce dernier.

Dans l'hypothèse où REUNICABLE n'obtiendrait pas le paiement intégral des Droits de Suite dus par un Opérateur Co-Investisseur, REUNICABLE ne règlera aux autres Opérateurs Co-Investisseurs concernés au titre des droits de suite que le prorata de la somme effectivement perçue par REUNICABLE, qui fera ses meilleurs efforts pour en obtenir le recouvrement de la totalité le cas échéant.

16.3. DISPOSITIONS COMMUNES AUX FACTURATIONS DES PARTIES

Les factures seront émises par chacune des Parties en courrier recommandé avec accusé de réception et seront libellées en euros et réglées dans un délai de 30 (trente) jours calendaires suivant la date d'émission de facture.

Toute échéance entamée est due et tout montant versé par l'une des Parties à l'autre Partie est irrévocablement acquis et non remboursable.

En cas de retard de paiement, de paiement partiel d'une facture à la date d'échéance, des intérêts sont dus dès le premier jour de retard suivant la date d'échéance du montant non réglé jusqu'à son paiement intégral sans qu'il soit nécessaire de procéder à une quelconque mise en demeure.

Les intérêts de retard sont calculés sur le montant TTC des sommes dues par une Partie à l'autre Partie. Il est expressément convenu que le taux applicable au titre des intérêts de retard sera égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal. Les sommes qui font l'objet d'une réclamation conformément aux dispositions ci-après ne font pas l'objet des majorations de retard au taux ci-dessus.

Les tarifs indiqués dans l'Annexe 2 sont hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix des commandes. La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

Toute modification de la réglementation applicable ou de son interprétation ayant pour effet de faire supporter aux Parties des impôts, droits ou taxes autres ou d'un montant supérieur à ceux existants à la date de signature du présent contrat (par exemple, une écotaxe) entraînera un ajustement corrélatif des prix définis à l'Annexe 2 et dans chaque commande restant dues à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation applicable pour que les Parties perçoivent dans tous les cas l'intégralité des montants indiqués dans ladite Annexe et dans les commandes.

Toute réclamation d'une Partie pour être recevable, est transmise à l'autre Partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai maximum de 30 (trente) jours calendaires suivant la date de facture.

Ce courrier précise obligatoirement les motifs et la portée de la contestation, mentionne les références précises -date et numéro- de la facture litigieuse et fournit tous documents justificatifs.

Nonobstant l'émission d'une réclamation éventuelle, les Parties s'engagent à régler, dans le délai de 30 (trente) jours précité, les sommes correspondant aux montants non contestés.

Les Parties s'engagent à répondre à la contestation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en tenant compte des données transmises le cas échéant par la Partie à l'origine de ladite contestation. En cas de rejet de la contestation, l'autre Partie fournit à la Partie à l'origine de la contestation une réponse motivée comportant tout justificatif nécessaire.

Les montants deviennent immédiatement exigibles à compter de la réception de la décision de rejet qui vaut mise en demeure de payer les sommes contestées non payées dans la mesure où le délai de paiement de la (des) facture(s) sera (seront) écoulés.

17.COMPENSATION

Au titre du présent contrat, REUNICABLE se réserve le droit d'opérer une compensation entre :

- d'une part les montants dus par les Opérateurs Commerciaux à REUNICABLE dans le cadre du présent contrat ;
- d'autre part les montants dus par REUNICABLE aux Opérateurs Commerciaux, dans le cadre du présent contrat, notamment au titre de la répartition des Droits de Suite visés à l'article 6.65 ci-avant ou de la facturation par les Opérateurs Commerciaux des Câblages Client Final visés à l'article 11.

Les sommes qui font l'objet d'une réclamation conformément à l'article 15.3 ci-dessus sont exclues du champ d'application du présent article.

REUNICABLE se réserve le droit de mettre en œuvre la garantie bancaire et /ou « la Garantie Maison Mère » prévues à l'article 18 et/ou les clauses de garanties financières prévues à l'article 18 dans l'hypothèse où la compensation telle que décrite ci-dessus n'est pas applicable du fait de l'Opérateur ou qu'elle est insuffisante à couvrir les sommes dues par l'Opérateur à REUNICABLE.

18.PENALITES

18.1. PENALITES DUES PAR REUNICABLE

Les Parties conviennent expressément que l'Opérateur exclut toute action en dommages et intérêts à l'encontre de REUNICABLE, lorsqu'au titre du présent contrat, il est prévu le versement de pénalités forfaitaires et définitives destinées à réparer le préjudice subi par l'Opérateur du fait du non-respect des engagements susvisés.

Les pénalités ne sont pas dues lorsque ce non-respect résulte notamment :

- d'une modification de la prestation demandée par l'Opérateur ;
- d'un cas de force majeure tel que mentionné à l'article 23 intitulé « force majeure » ;
- du fait d'un tiers;
- du fait de l'Opérateur et en particulier du non-respect de ses obligations précisées dans le présent contrat et ses annexes.

18.2. PENALITES DUES PAR L'OPERATEUR

L'ensemble des pénalités applicables à l'Opérateur au titre du présent Contrat sont détaillées en Annexe 2 et concernent notamment toute demande d'intervention à tort auprès du SAV de REUNICABLE, conformément à l'article 12, tout défaut d'envoi du compte rendu de raccordement au Câblage Client Final.

Le paiement des pénalités dues par l'Opérateur exclut toute action en dommages et intérêts à l'encontre de l'Opérateur lorsqu'au titre du présent contrat il est prévu le versement de pénalités forfaitaires et définitives destinées à réparer le préjudice subi par REUNICABLE du fait du non-respect des engagements susvisés.

Les pénalités ne sont pas dues lorsque ce non-respect résulte notamment :

- d'un cas de force majeure tel que mentionné à l'article 23 intitulé « force majeure » ;
- du fait d'un tiers.
- du fait du non-respect des obligations de REUNICABLE précisées dans le présent contrat et ses annexes.

19. GARANTIES FINANCIERES

19.1. TYPES ET RANG DE GARANTIES FINANCIERES – MODALITES DE CALCUL ET PROCEDURE

19.1.1. TYPES ET RANG DE GARANTIES FINANCIERES

REUNICABLE peut demander à l'Opérateur, au moment de la signature d'un Contrat ou à tout moment au cours de son exécution et par ordre de priorité décroissant :

- une garantie à première demande, ou

- un dépôt de garantie, ou
- un cautionnement.

19.1.2. MODALITES DE CALCUL ET PROCEDURE

La demande de garantie financière et/ou la garantie financière :

- s'apprécie au regard des critères cumulatifs suivants :
 - o la situation financière de l'Opérateur,
 - o le résultat de l'enquête réalisée par une société de cotation indépendante de REUNICABLE,
 - o le cas échéant, l'historique de paiement de l'Opérateur auprès de REUNICABLE au titre des contrats en vigueur avec cette dernière, prenant en compte l'orientation à la hausse ou à la baisse des montants facturés.
- s'effectue par courrier recommandé avec demande d'avis de réception adressé à l'Opérateur, contenant :
 - o le type de garantie retenu, et
 - o son montant chiffré en euros, et
 - o le délai dans lequel l'Opérateur doit impérativement la remettre à REUNICABLE.
- doit être conforme aux modèles communiqués par REUNICABLE lors de la demande de garantie,
- doit être maintenue, à compter de la demande, pendant toute la durée d'exécution du Contrat applicable, sauf exception expressément visée à l'article «évolution de la situation globale de l'Opérateur» des présentes, ci-après.

Si retenu(e) :

- le dépôt de garantie doit être effectué par chèque de banque ou par virement et ne sera restituable que dans un délai maximum de deux mois à compter du terme du Contrat quelle qu'en soit la cause, sous réserve de la parfaite exécution par l'Opérateur de ses obligations contractuelles et notamment celle relative au paiement,
- le cautionnement ou la garantie à première demande doit être pris(e) par ordre de priorité décroissant :
 - o auprès d'un établissement de crédit européen notoirement connu et solvable, ci-après dénommé(e) respectivement « Cautionnement Bancaire » ou « Garantie Bancaire », ou
 - o auprès d'un tiers notamment la société-mère de l'Opérateur, ci-après dénommé(e) respectivement « Cautionnement Tiers » ou « Garantie Tiers ».

19.2. AMENAGEMENTS DU TYPE DE GARANTIE FINANCIERE APPLICABLES

19.2.1. DEPOT DE GARANTIE PROVISOIRE

Dans l'hypothèse où l'Opérateur ne serait pas en mesure de fournir à REUNICABLE un cautionnement ou une garantie à première demande dans le respect des conditions visées ci-avant l'Opérateur peut valablement remettre à REUNICABLE dans les mêmes conditions précitées, un dépôt de garantie provisoire.

Nonobstant ce qui précède, l'Opérateur s'engage à remettre à REUNICABLE la garantie initialement requise dans un délai expressément convenu avec REUNICABLE. Le dépôt de garantie provisoire sera restitué à l'Opérateur une fois la garantie financière initialement requise, remise à REUNICABLE.

19.2.2. SUBSTITUTION DE GARANTIE FINANCIERE

19.2.2.1. SUBSTITUTION DE GARANTIE FINANCIERE SANS ACCORD PREALABLE DE REUNICABLE

L'Opérateur peut valablement substituer le type de garantie financière initialement requis par REUNICABLE par un type de garantie financière d'un rang supérieur.

A titre d'exemple, l'Opérateur peut substituer un cautionnement par une Garantie Bancaire.

19.2.2.2. SUBSTITUTION DE GARANTIE FINANCIERE AVEC ACCORD PREALABLE D'REUNICABLE

L'Opérateur peut, sous réserve d'un accord préalable et express de REUNICABLE substituer le type de garantie financière initialement requis par un type de garantie financière d'un rang inférieur.

A titre d'exemple, l'Opérateur peut, sous réserve de l'accord préalable et express de REUNICABLE, substituer une Garantie Bancaire par un Cautionnement.

Dans tous les cas visés aux articles intitulés « substitution de garantie financière sans accord préalable de REUNICABLE » et « substitution de garantie financière avec accord préalable de REUNICABLE » du Contrat et de convention expresse entre les Parties, le montant, la durée et les délais de fourniture de la garantie financière initialement requise restent applicables.

19.3. EVOLUTION DE LA SITUATION GLOBALE DE L'OPERATEUR

En cas d'amélioration significative de la situation globale de l'Opérateur en cours d'exécution du Contrat et sous réserve du parfait paiement des sommes dues au titre des présentes, l'Opérateur peut bénéficier à sa demande et sous réserve de l'accord préalable et express de REUNICABLE, communiqué par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, selon le cas :

- d'une baisse du montant visé à l'article intitulé « types et rang de garanties financières – modalités de calcul et procédure », ou
- d'une mainlevée du cautionnement ou de la garantie à première demande, ou
- d'une restitution anticipée du dépôt de garantie.

En cas d'aggravation significative de la situation globale de l'Opérateur en cours d'exécution d'un Contrat, celui-ci s'engage, dans un délai d'un mois calendaire, à compter de la réception de la demande écrite adressée par REUNICABLE en lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à réactualiser le montant de la garantie financière à hauteur du montant fixé dans cette nouvelle demande.

19.4. CONSEQUENCES DE LA NON FOURNITURE DE LA GARANTIE FINANCIERE DEMANDEE

En cas de non-production par l'Opérateur de la garantie financière demandée ou l'absence de réactualisation, dans le délai respectivement visé aux articles intitulés « modalités de calcul et procédure » et « évolution de la situation globale de l'Opérateur » des présentes, REUNICABLE, pourra conformément aux dispositions de l'article intitulé « résiliation pour manquement » des présentes suspendre tout ou partie des prestations fournies dans le cadre du Contrat et résilier le Contrat.

19.5. MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE FINANCIERE

Sous réserve d'une mise en demeure de payer, adressée à l'Opérateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée sans effet pendant un délai de huit jours calendaires à compter de sa date de réception, REUNICABLE peut actionner de plein droit la garantie financière dont elle dispose, en cas de défaut de paiement dans les conditions visées à l'article « facturation et paiement » des présentes.

Dans ce cas, l'Opérateur s'engage à réactualiser immédiatement le montant de la garantie financière à hauteur du montant initialement fixé ou à présenter une nouvelle garantie financière à REUNICABLE dans les conditions visées au présent article.

20. EVOLUTION DU CONTRAT

Le présent contrat ne peut être modifié que par voie d'avenant écrit et signé par les deux Parties sauf pour les cas strictement énumérés ci-après pour lesquels les modalités spécifiques suivantes prévalent :

Les Annexes 1, 3 à 9 peuvent faire l'objet d'une modification unilatérale par REUNICABLE après notification à l'Opérateur par lettre recommandée avec avis de réception dans le respect d'un préavis de 3 (trois) mois ;

20.1. EVOLUTION TARIFAIRE

Les tarifs applicables aux prestations de maintenance et d'accès au génie civil le cas échéant, aux lignes actives dans le cadre de l'offre de cofinancement ou de l'offre de location tels que définis aux présentes et figurant à l'annexe 1, peuvent être réévalués à la hausse une fois par an, dans la limite de 75% de la dernière variation annuelle de l'indice des salaires mensuels de base par activité – Télécommunications – NAF rév. 2 – Niveau A38 – Base 100 2^{ème} trim 2005, sans faculté pour l'opérateur de mettre un terme à son engagement de cofinancement selon les termes du contrat afférant à la présente offre.

20.1. EVOLUTION TARIFAIRE EXCEPTIONNELLE

L'Annexe 2 sur les prix peut être modifiée, à l'exclusion des clauses de cette Annexe relatives aux pénalités, à tout moment par REUNICABLE en cours d'exécution du présent contrat. Toute modification de prix est notifiée par écrit à l'Opérateur par lettre recommandée avec avis de réception dès que possible et, au plus tard,

- en cas de baisse de prix, 1 (un) mois avant la date d'effet de la dite baisse ;
- en cas de hausse de prix, 3 (trois) mois avant la date d'effet de la dite hausse

En cas de hausse de prix, à l'exclusion des dispositions prévues à l'article 20.1, l'Opérateur peut :

- concernant le tarif de la maintenance / SAV : résilier avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalité les dispositions relatives à la maintenance. L'Opérateur transmet dans ce cas à REUNICABLE

une demande de résiliation précisant la date à laquelle elles doivent cesser, par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de résiliation proposée doit intervenir au plus tard à la date effective de la hausse des prix. A défaut, REUNICABLE procédera à la résiliation à la date effective de la hausse de prix. La présente résiliation entraîne la résiliation des droits d'usage concédés.

- concernant le prix du droit d'usage des Lignes FTTH ou les tarifs relatifs aux Lignes Actives : mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception 15 (quinze) jours calendaires avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalités, à son engagement de co-investissement pour les nouvelles Lignes FTTH déployées par REUNICABLE en appliquant les nouveaux tarifs, sans que cela n'affecte toutefois les droits et obligations de l'Opérateur sur le parc de Lignes FTTH déjà déployées.
- concernant le tarif des Prestations d'hébergement au PM fixé dans l'Annexe 2 : mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception 15 (quinze) jours calendaires avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalités, sans que cela n'affecte toutefois les droits et obligations de l'Opérateur sur le parc de Lignes FTTH déjà déployées.
- concernant le tarif des Prestations de Raccordement au NRO fixé dans l'Annexe 2 : mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception 15 (quinze) jours calendaires avant la date d'effet de ladite hausse et sans pénalités, avec pour effet pour l'Opérateur de libérer les têtes optiques au NRO de REUNICABLE et le Raccordement au NRO dans les 6 (six) mois, durée pendant laquelle la prestation sera facturée au tarif précédent la hausse.

21. DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat entrera en vigueur à la date de sa signature par chacune des Parties et il est souscrit pour une durée indéterminée. Il ne pourra toutefois y être mis fin par REUNICABLE tant que des droits d'usage seront en cours de concession à l'Opérateur.

22. RESPONSABILITE

22.1. RESPONSABILITE DE REUNICABLE

REUNICABLE s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution du présent contrat. La responsabilité de REUNICABLE ne pourra être engagée qu'en cas de faute établie à son encontre et dûment démontrée.

La responsabilité de REUNICABLE est limitée aux dommages directs à l'exclusion de tout dommage indirect et, en particulier, de toute perte de bénéfice, de profit, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique. Nonobstant toute autre stipulation du Contrat, la responsabilité totale cumulée de REUNICABLE n'excédera pas 150 000 euros.

22.2. RESPONSABILITE DE L'OPERATEUR

L'Opérateur est responsable vis-à-vis de REUNICABLE de tous dommages directs que ses équipements, son personnel ou celui de ses Sous-traitants causeraient aux personnels, aux équipements de REUNICABLE et des tiers ainsi qu'aux parties communes des immeubles FTTH.

L'Opérateur assume la responsabilité pleine et entière des relations qu'il entretient avec ses partenaires commerciaux, ses Clients Finals et tout autre tiers. A ce titre, il est seul responsable de la fourniture et de la qualité du service qu'il commercialise auprès de ses Clients Finals. Il s'engage à garantir REUNICABLE de toute réclamation, recours ou action de quelque nature que ce soit, intentés par les tiers précités.

L'Opérateur prend donc à sa charge la réparation des dommages aux Lignes FTTH déployées dans les Immeubles par REUNICABLE et aux Raccordements aux NRO qui résulteraient de son intervention, omission et/ou négligence ainsi que celle(s) de ses sous-traitants.

La responsabilité de l'Opérateur est limitée aux dommages matériels directs à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel et, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autre perte de revenus. Nonobstant toute autre stipulation du Contrat, la responsabilité totale cumulée de l'Opérateur n'excédera pas 150 000 euros.

22.3. RESPONSABILITE DES PARTIES

Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable des dommages en raison de défaillance tenant soit à un cas de force majeure, soit du fait d'un tiers.

La responsabilité de chaque Partie en cas de décès, de préjudice corporel résultant de sa négligence ou de celle de ses agents et représentants ou de fraude, dol ou faute lourde n'est ni exclue ni limitée.

De convention expresse entre les Parties, aucune action judiciaire ou réclamation, quelle qu'elle soit, ne pourra être engagée ou formulée par l'une ou l'autre des Parties plus d'un (1) an à partir de la connaissance de ce fait générateur par la Partie qui s'en prévaut et quoiqu'il en soit plus de trois (3) ans à compter de la survenance du fait générateur

23.ASSURANCES

Chaque Partie s'engage à détenir auprès d'une compagnie d'assurances de 1er rang une police Responsabilité Civile, valable pendant toute la durée du présent contrat, couvrant les risques associés à son exécution.

Chaque Partie fera son affaire de l'assurance de ses biens et de ses employés.

Sur requête, chaque Partie fournira à l'autre un certificat d'assurances, attestant de la souscription des polices décrites ci-dessus.

24.FORCE MAJEURE

Les Parties ne seront pas responsables de perte, de dommage, de retard, d'une non-exécution ou d'une exécution partielle résultant directement ou indirectement d'une cause pouvant être interprétée par un tribunal français comme un cas de force majeure (soit un « Cas de Force Majeure »). De plus, les Parties conviennent qu'un Cas de Force Majeure inclura notamment les événements suivants : les intempéries, attentats, actes ou omissions d'une autorité publique, y compris les modifications de toute réglementation applicable à l'exécution des Prestations, accès limité par un propriétaire ou un gestionnaire de domaine, agitations, rébellions, insurrections, émeutes, guerres, déclarées ou non, actes d'une nature similaire, grèves, sabotages, vols, actes de vandalisme, explosions, incendies, foudre, inondations et autres catastrophes naturelles, ainsi que les actes de tiers.

Chaque Partie notifiera dans les meilleurs délais à l'autre, par écrit, la survenance de tout Cas de Force Majeure.

Les obligations de la Partie victime du Cas de Force Majeure et, en particulier, les délais requis pour l'exécution de ses obligations, seront suspendues sans qu'elle n'encoure de responsabilité, quelle qu'elle soit.

Les Parties s'efforceront, dans la mesure du possible, d'atténuer les effets des Cas de Force Majeure.

Si un Cas de Force Majeure empêche l'une des Parties d'exécuter une obligation essentielle au titre du présent contrat pendant une période de plus de 120 (cent vingt) jours, chacune des Parties pourra résilier la commande concernée et/ou le Contrat, selon le cas, par lettre recommandée avec demande

d'avis de réception, sans indemnités pour l'une ou l'autre Partie. La résiliation interviendra à la date de réception de la lettre recommandée.

25.RESILIATION

25.1. RESILIATION POUR MANQUEMENT

En cas de manquement grave ou répété de l'une des Parties à l'exécution de l'une de ses obligations aux termes du présent contrat hors manquement lié au paiement qui relève d'un régime particulier, l'autre Partie pourra signifier à la Partie en défaut une mise en demeure exigeant, si un remède est possible, qu'elle remédie à la situation en question dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

S'il n'y est pas remédié dans le délai imparti ou si aucun remède n'est possible, l'autre Partie pourra mettre fin au présent contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de plein droit et sans formalité. La date d'effet de la résiliation sera la date indiquée sur la seconde lettre recommandée.

Dans l'hypothèse où la résiliation pour manquement serait mise en œuvre par REUNICABLE, les conséquences de celle-ci sont identiques à celles décrites à l'article 24.4 des présentes, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels REUNICABLE pourrait prétendre en vertu de la loi ou dudit contrat.

Dans l'hypothèse où la résiliation pour manquement serait mise en œuvre par l'Opérateur, celui-ci pourra réclamer à REUNICABLE des dommages et intérêts dans les termes et conditions du présent contrat. Les conséquences de celle-ci sont identiques à celles décrites à l'article 24.4 des présentes.

25.2. RENONCIATION A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR / CONSEQUENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESILIATION

L'Opérateur dispose de la faculté de résilier les prestations accessoires d'hébergement au PM, de Raccordement au NRO, d'accès à la Ligne en location, ainsi que de la maintenance qui leur sont associés, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois adressé à REUNICABLE par lettre recommandée avec Avis de réception sauf dans les trois cas prévus à l'article 7.2 des présentes... Une telle résiliation aura pour conséquence que l'Opérateur cessera immédiatement toute utilisation de l'ensemble des Lignes et prestations accessoires concernées et, à ses propres frais, procèdera le cas échéant et après accord de REUNICABLE à toutes les désinstallations consécutives de ses Équipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial, usure normale exclue.

En cas de résiliation de Raccordement au NRO, l'Opérateur dispose de 6 (six) mois pour libérer les fibres entre NRO et PM et les têtes optiques au NRO.

L'Opérateur dispose en outre de la possibilité de renoncer au bénéfice des droits d'usage concédés par simple notification à REUNICABLE par lettre recommandée avec avis de réception. La renonciation au bénéfice des droits d'usage entraîne la perte du droit d'utiliser les Lignes FTTH et a pour conséquence directe la résiliation des prestations accessoires dans les conditions décrites ci-dessus. Il est à cet effet précisé que la notification de renonciation effectuée par l'Opérateur fera courir le délai de préavis de résiliation de trois mois précité pour la résiliation des prestations accessoires.

En cas de résiliation de Raccordement au NRO, l'Opérateur dispose de 6 (six) mois pour libérer les fibres entre NRO et PM et les têtes optiques au NRO.

L'absence de règlement par l'Opérateur de sa quote-part du coût des Travaux Exceptionnels vaut renonciation au bénéfice des droits d'usage pour les Lignes FTTH concernées. Le nombre de Lignes

FTTH concernées par cette renonciation sera dès lors retiré du nombre correspondant à la tranche de Co-investissement souscrite par l'Opérateur, quand bien même il n'aurait pas directement demandé l'affectation de l'usage desdites Lignes FTTH.

De convention expresse entre les Parties, la résiliation n'entraîne aucun remboursement d'aucune sorte au bénéfice de l'Opérateur.

25.3. SUSPENSION OU RESILIATION DU CONTRAT LIEE AU DROIT D'ETABLIR UN RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

25.3.1. SUSPENSION DE L'OPERATEUR DE SON DROIT D'ETABLIR UN RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

En cas de suspension du droit d'établir un réseau de communications électroniques de l'une des Parties, prononcée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications en vertu de l'article L.36-11 du Code des Postes et Communications Electroniques, les Parties conviennent :

- soit de maintenir le présent contrat dans l'hypothèse où ce maintien est compatible avec cette suspension ;
- soit de résilier le présent contrat, dans le cas contraire.

. Les effets de cette résiliation seront identiques à ceux décrits à l'article 24.4 des présentes.

25.3.2. RETRAIT DE L'OPERATEUR DE SON DROIT D'ETABLIR UN RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

En cas de retrait de l'Opérateur de son droit d'établir un réseau de communications électroniques tel qu'il pourrait résulter de la décision adoptée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications sur la base de l'article L.36-11 du Code des Postes et Communications Electroniques, le présent contrat est résilié de plein droit à la date d'effet de ce retrait ou de cette renonciation. Les effets de cette résiliation seront identiques à ceux décrits à l'article 24.4 des présentes.

25.4. RESILIATION DE L'ENGAGEMENT DE CO- INVESTISSEMENT DES INFRASTRUCTURES FTTH A CONSTRUIRE DANS LES CONDITIONS AB INITIO AU-DELA DE LA 5° ANNEE

L'Opérateur a la faculté, dans le respect d'un préavis de 3 mois adressé à REUNICABLE de résilier pour convenance un engagement de Co-investissement des futures Infrastructures FTTH à construire dans les conditions ab initio au-delà de la 5° année après la date d'envoi de l'information d'intention de déploiement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation de l'engagement à co investir :

- vaut résiliation de l'intégralité de l'engagement de Co_investissement des futures Infrastructures FTTH à construire dans les conditions ab initio sur la Zone de Co-investissement et à ce titre, entraîne l'arrêt des mises à disposition d'accès au PM et des mises à disposition de Câblages de sites installés après la date d'effet de la résiliation et
- entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de se prévaloir, pour l'avenir uniquement, du bénéfice de toute nouvelle demande d'accès aux Infrastructures FTTH au titre de l'offre de Co-investissement ab initio et
- entraîne la perte du bénéfice des Droits de suite sur la Zone de Co-investissement et
- entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de modifier les taux de cofinancement souscrit sur chacune des Zones de cofinancement sur lesquelles il est engagé au jour de la date d'effet de la résiliation et
- entraîne l'impossibilité pour l'Opérateur de commander, au titre de l'offre de Co_investissement, de nouvelles affectations de Lignes FTTH pour des Clients Finals rattachés à des PM ou à des Câblages de sites qui n'ont pas été mis à disposition de l'Opérateur au jour de la date d'effet de la résiliation et
- ne remet pas en cause les Lignes FTTH qui ont été affectées à l'Opérateur au titre de l'offre de Co-investissement, avant la date d'effet de la résiliation, dans la limite du produit de son taux de Co-investissement avec le nombre de Logements Raccordables mis à disposition avant la date d'effet de la résiliation, étant entendu que les affectations excédant cette limite sont migrées sur l'offre d'accès à la Ligne FTTH et
- ne remet pas en cause la faculté pour l'Opérateur de commander, au titre de l'offre de Co-investissement, de nouvelles affectations de Lignes FTTH pour des Clients Finals rattachés à des PM et à des Câblages de sites mis à disposition de l'Opérateur avant la date d'effet de la résiliation, dans la limite du produit de son taux de Co-investissement avec le nombre de Logements Raccordables mis à disposition avant la date d'effet de la résiliation et
- ne remet pas en cause l'offre d'accès à la Ligne FTTH et les prestations d'accès au PM et de Lien NRO-PM et
- ne remet pas en cause les droits réels temporaires et les droits de jouissance sur l'Infrastructure FTTH définitivement acquis par l'Opérateur antérieurement à la date d'effet de la résiliation, le Contrat continuant à produire ses effets jusqu'au terme des dits droits éventuellement renouvelés pour ce qui est strictement nécessaire à leur bonne administration, dans les limites et conditions du Contrat qui restent applicables, et ce dès lors que l'Opérateur continue de s'acquitter, dans les conditions prévues au Contrat, y compris lorsqu'il est modifié dans le respect de ses conditions d'évolution, du paiement de l'ensemble des sommes dues au titre des droits réels temporaires et les droits de jouissance maintenus sur l'Infrastructure FTTH (prix mensuel, renouvellement, pénalités...); à défaut, l'Opérateur verra ses droits sur l'Infrastructure FTTH résiliés.

26.DROIT APPLICABLE -REGLEMENT DES LITIGES

Le présent contrat d'Accès FTTH de REUNICABLE sera régi par le droit français et interprétée conformément à celui-ci.

La résolution de tout litige ou différend, quel qu'il soit, entre les Parties, dans le cadre ou du fait de la mise en œuvre de tout ou partie du Contrat d'Accès FTTH, incluant ses Conditions Générales ainsi que l'ensemble de ses annexes ou les commandes afférentes, notamment en ce qui concerne leur interprétation, exécution, non-exécution ou résiliation sera soumise à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de PARIS, même en cas de référé, d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

27. INTUITU PERSONAE

Il est expressément convenu entre les Parties que le Contrat a été conclu eu égard à la forme, la composition actuelle du capital, la personnalité, la réputation et la situation financière de l'Opérateur. Toute modification substantielle dans la situation commerciale, juridique ou financière de l'Opérateur, doit être portée immédiatement à la connaissance de REUNICABLE.

L'Opérateur s'engage, sans délai, à informer REUNICABLE de toute cession de contrôle, ainsi que de toute modification substantielle dans sa situation commerciale, juridique et financière, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le contrôle s'entend au sens des articles L. 233-1 et suivants du Code de commerce :

- Dès lors qu'une société détient directement ou indirectement une fraction du capital lui donnant la majorité des droits de vote dans les assemblées de l'Opérateur ;
- Ou lorsqu'une société dispose seule de la majorité des droits de vote en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires, qui n'est pas contraire à l'intérêt de l'Opérateur ;
- Ou enfin lorsqu'une société détermine en fait par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de l'Opérateur.

REUNICABLE, se réserve le droit en cas de cession de contrôle de l'Opérateur, de résilier le Contrat, 8 (huit) jours calendaires après l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception faisant suite à la cession. Les conséquences de cette résiliation sont identiques à celles prévues à l'article 24.4.

28. CLAUSES DIVERSES

28.1 Le présent Contrat et sa mise en œuvre ne fournissent pas et ne sont pas destinés à fournir à des tiers (notamment des clients de l'Opérateur, des affiliés de l'Opérateur au sens de l'article L233-3 du Code de commerce) de droit de recours, de réclamation, de responsabilité, de remboursement, de motif d'action, ou tout autre droit.

28.2 Le présent Contrat d'Accès FTTH et la mise en œuvre de tout ou partie de ses dispositions lieront de plein droit les Parties, leurs successeurs en droit et cessionnaires autorisés, en particulier en cas de fusion d'une Partie, soit par absorption du fait d'une société tierce, soit par création d'une société nouvelle, comme en cas de scission, d'apport partiel d'actifs ou autres opérations de concentration et de restructuration, et seront au seul bénéfice de ceux-ci.

Néanmoins, REUNICABLE pourra librement céder tout ou partie de ses obligations, droits, titres ou intérêts en vertu des présentes.

28.3 Les cessions, transferts ou autres aliénations par l'une ou l'autre des Parties en violation du présent article seront nuls et non avenue.

28.4 Chaque notification, demande, certification ou communication remise ou faite dans le cadre du présent Contrat d'Accès FTTH sera faite par écrit à l'adresse indiquée en en-tête des présentes pour chaque Partie destinataire.

Les notifications, demandes ou autres communications seront réputées reçues (i) si elles sont remises en mains propres : au moment de la remise, (ii) si elles sont postées : à l'expiration de 5 (cinq) jours après la date du cachet de la poste ou (iii) si elles sont envoyées par télécopie ou par voie électronique à la date indiquée sur l'accusé de réception.

Lors des correspondances ou autres relations par internet ou autre voie électronique, chaque Partie mettra en œuvre les moyens raisonnables en vue de sauvegarder la sécurité et la confidentialité des échanges mais les Parties reconnaissent qu'il n'est pas possible de garantir une telle sécurité et confidentialité. De même,

les Parties reconnaissent et acceptent que, bien qu'elles utilisent des anti-virus, elles ne peuvent garantir que les transmissions intervenant entre elles seront indemnes de tout virus.

28.5 Si une disposition du Contrat d'Accès FTTH devient nulle ou inapplicable, ladite disposition sera réputée supprimée du contrat, et les Parties se rencontreront afin de définir d'un commun accord une disposition de substitution. Au cas où les Parties ne pourraient, de bonne foi, trouver un accord sur une telle disposition, le contrat pourra être résilié de plein droit, sans que les Parties puissent prétendre à de quelconques dommages et intérêts.

28.6 La souscription au présent Contrat d'Accès FTTH remplace tous les accords antérieurs, oraux ou écrits, entre les Parties portant sur le même objet et constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard à ce dernier. Cet accord ne pourra être modifié ou amendé que par un écrit signé par les Parties sans préjudice des dispositions de l'article 19.

28.7 Les déclarations et garanties expressément fournies aux termes du présent Contrat d'Accès FTTH sont les seules acceptées par REUNICABLE et se substituent à toute autre déclaration et/ou garantie expresse ou tacite, y compris, notamment, les garanties de valeur marchande, d'adéquation à un objet particulier et de service ininterrompu, ainsi qu'à toute obligation que REUNICABLE pourrait avoir en droit coutumier ou jurisprudentiel.

28.8 Aucune Partie ne sera réputée avoir renoncé à un droit acquis aux termes de la souscription de tout ou partie du présent Contrat, sauf renonciation écrite et signée. Aucun manquement ou manquements successifs à l'exécution d'un accord ou d'une convention et aucune renonciation ou renonciations successives par une Partie ne pourront affecter la validité de ces accords, conventions ou dispositions ni porter atteinte aux droits de la Partie bénéficiaire de les faire exécuter.

28.9 Les dispositions du présent Contrat et les informations, écrites ou orales, qui ne sont pas du domaine public, relatives aux Prestations et/ou aux Parties (ci-après « les Informations Confidentielles ») seront tenues confidentielles et ne seront pas divulguées, en tout ou en partie, à une personne autre que des sous-traitants, des dirigeants, des administrateurs, des employés ou des représentants d'une Partie (ci-après, collectivement, « des Représentants ») ayant besoin de connaître lesdites Informations Confidentielles aux fins de négocier, signer et exécuter leurs obligations aux termes du présent Contrat d'Accès FTTH, de ses annexes et les demandes ou commandes afférentes. Ces Informations Confidentielles ne seront utilisées à aucune autre fin.

28.10 Chaque Partie s'engage à informer tous ses représentants de la nature privée des Informations Confidentielles et à ordonner à ces personnes de traiter ces dernières conformément aux dispositions du présent article. Les Parties sont autorisées à divulguer des Informations Confidentielles (i) sur ordonnance d'un tribunal ou d'une agence administrative, (ii) sur requête ou demande d'une agence ou autorité régulatrice, ou en vertu de toute réglementation de cette dernière,

(iii) dans la mesure raisonnablement requise dans le cadre de l'exercice d'un recours en vertu des présentes, (iv) aux experts, avocats ou aux commissaires aux comptes indépendants d'une Partie, (v) aux fournisseurs potentiels de financement à une Partie, ses affiliés au sens de l'article L233-3 du Code de commerce et maisons-mères, et (vi) à tout cessionnaire autorisé en vertu des présentes, sous réserve que ledit cessionnaire s'engage par écrit à être lié par les stipulations du présent article. Le présent article s'appliquera pendant toute la durée de mise en œuvre du présent Contrat d'Accès FTTH et survivra à l'arrivée à terme de ce dernier pendant un (1) an.

28.11 Aucune des Parties ne fera d'annonce publique relative au présent Contrat d'Accès FTTH et/ou aux transactions qui y sont envisagées sans le consentement préalable et écrit de l'autre Partie.

28.12 Sauf stipulation expresse, aucune des Parties ne consent à l'autre Partie au titre de la mise en œuvre du présent Contrat d'Accès FTTH un droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle, ou un quelconque droit d'utilisation, sur les noms commerciaux, marques et procédés sous quelque forme que ce soit et de

quelque nature que ce soit, notamment par licence, directement ou indirectement, de manière expresse ou tacite, chacune reste par ailleurs titulaire de ses droits de propriété intellectuelle.

29.DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE D'ACCES FTTH

30.LISTE DES ANNEXES

L'offre d'accès FTTH de REUNICABLE est constituée du présent contrat et de ses annexes listées à l'article 29 ci-dessous.

Annexe 1 : Acte d'Engagement de Co-investissement

Annexe 2 : Tarifs et Pénalités

Annexe 3 : STAS

Annexe 4 : Charte de Qualité

Annexe 5 : Description des conditions applicables à la maintenance

Annexe 6 : Convention Immeuble type applicable aux immeubles individuels

Annexe 7 : Modalités de construction du raccordement client final

Annexe 8 : Modalités et conditions applicables au SAV

Annexe 9 : Modalité applicables à la garantie financière

Annexe 10 : Echanges relatifs aux éléments de réseaux

Annexe 11 : Echanges relatifs à la mise en œuvre d'une Ligne FTTH pour un Client Final

Annexe 12 : coordonnées et contact de l'opérateur

Annexe 13 : Echanges de fichiers

Fait à En deux exemplaires originaux

Pour REUNICABLE

Pour L'Opérateur

ANNEXE 1 – Acte d’engagement de co-investissement

ANNEXE 2 - Tarifs et Pénalités

Annexe 5 : Description des conditions applicables à la maintenance

Annexe 6 : Convention Immeuble type applicable aux immeubles individuels

Annexe 7 : Modalités de construction du raccordement client final

Annexe 8 : Modalités et conditions applicables au SAV

Annexe 9 : Modalités applicables à la garantie financière

